

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Pour des grèves efficaces

par Florestan MALFATTI

Tournant brusque à la C.I.S.L.

par Ferdinand CHARBIT

Le congrès des instituteurs

par Raymond GUILLORÉ

“L'isolement” de la classe ouvrière

par Roger HAGNAUER

L'impérialisme américain en action

par Robert LOUZON

En Espagne: Alliance Syndicale
ou instrument de l'impérialisme ?

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois 11 F
Un an 20 F

EXTERIEUR

Six mois 13 F
Un an 24 F

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la rédaction
et l'Administration à la
« Révolution prolétarienne »
21, rue Jean-Robert, Paris (18^e)
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h à 19 h
Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèque postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 508 - Septembre 1965

Pour la préparation et l'organisation des grèves efficaces	F. MALFATTI
Le S.M.I.G. de la misère	P. RIMBERT
Tournant brusque à la C.I.S.L.	F. CHARBIT
Désinformation sur l'Amérique latine . .	L'ITINERANT
L'impérialisme américain en action . . .	R. LOUZON
En Espagne : Alliance syndicale ou instrument de l'impérialisme ? (Tore, Bueso, Leval, Hagnauer, Padros, Mercier Rüdiger).	
Le C.I.A. conduit-il vraiment le bal ? . .	J. PERA
La grève générale en Grèce	J. C.
Au congrès des instituteurs : De jeunes militants défendent les principes	R. GUILLORE
Le problème des retraites dans l'enseignement.	
« L'isolement » de la classe ouvrière . .	R. HAGNAUER
L'évolution des classes sociales (suite) . .	P. RIMBERT
Parmi nos lettres : Difficultés du « socialisme » algérien (J. Péra). — Réalisations du « communisme » yougoslave (D. Tore). — Pro-américains ? non, internationalistes (F. Martínez, E. Sauve, R. Bésus). — Réalité du nationalisme (P. Aubery).	
A travers les livres : La Deuxième Internationale. — Le congrès manqué, de G. Haupt	J. MAITRON

Entre nous...

Harpagon ordonnait à son cuisinier de « faire bonne chère pour peu d'argent ».

Le malheureux cuisinier de la « R.P. » s'est vu condamné à un tel miracle, à son retour de vacances. De la copie à remplir utilement trois numéros. Une rentrée de fonds insuffisante pour payer les frais d'envoi d'un seul numéro. Pendant les vacances, la « R.P. » n'a reçu que huit souscriptions et deux abonnements de soutien.

Alors que nous sommes obligés de laisser sur le marbre, malgré leur intérêt, des articles et monographies, en particulier :

L'AUTONOMIE DU S.N.I.

par Jean GIRY et Jeanne MAISONNET

REFLEXIONS SUR LE CONGRES DE LA C.I.S.L.

par A. GIACOMETTI

LE SOCIALISME PEUT-IL ETRE DEMOCRATIQUE ?

par Raymond BARANTON

UN MOUVEMENT OUVRIER NON CONFORMISTE EN SUEDE

par Helmut RUDIGER

UNE LETTRE D'ARGENTINE

de Jacobo PRINCE

... la fin de l'étude de Pierre RIMBERT sur **LES CLASSES SOCIALES**, la suite de celle de Maurice LIME sur **LES SYNDICATS AMERICAINS DANS TOURNANT**, etc., etc. C'est-à-dire des études ori-

ginales prouvant le rayonnement intellectuel de la « R.P. »... Nous sommes sous les pluies de septembre, obligés de déplorer l'assèchement des sources financières de la « R.P. », de constater que jamais une rentrée n'a été aussi pauvre, de lancer un nouveau cri d'alarme à tous nos amis...

En juillet dernier, quelqu'un du Noyau a ajouté à son abonnement de soutien, le montant de 7 abonnements de 6 mois, abonnement d'office de 7 jeunes appelés à devenir des abonnés réguliers. Comme on lui faisait observer que la « R.P. » qu'il diffusait ainsi portait des articles meurtrissant ses convictions personnelles, il répondait spontanément : Raison de plus... Ajoutons que ses ressources personnelles ne sont pas exorbitantes, qu'il n'a pas à se faire pardonner, par ses cadeaux à la « Révolution prolétarienne », une évasion hors du prolétariat.

Rédacteurs ordinaires et occasionnels, amis de la « R.P. », militants décidés par de libres controverses à ouvrir et jeter bas les murs de fronts fermés... voilà un exemple à méditer. Un double effort : prospection des possibles — participation financière à la mutation des possibles incertains, à la multiplication des rencontres, des ralliements et des attachements durables.

A vous tous, rapidement (il y a urgence) d'envoyer à la « R.P. » assez d'argent pour que notre cuisinier nous fasse bonne chère, chaque mois.

POUR LA PRÉPARATION ET L'ORGANISATION DE GRÈVES EFFICACES

Les vacances sont terminées. Après la grisérie des départs et le bienfait des quatre semaines de détente, loin des bruits de la ville, les salariés vont retrouver, avec la reprise du travail, tous les soucis que leur condition dans la société capitaliste leur impose, et qu'ils avaient pour un moment volontiers oubliés : le déséquilibre des prix, les méfaits de la stabilisation, telle qu'elle est conçue par les gens au pouvoir, et pour beaucoup les craintes qu'ils éprouvaient devant la récession économique que l'on sentait depuis quelques mois dans le pays. D'autre part, la diminution des horaires de travail, que nous devrions applaudir, puisqu'elle s'inscrit dans notre programme revendicatif, devient une catastrophe pour les ouvriers, si elle s'accomplit sans augmentation des salaires horaires. Les effets en sont d'autant plus graves, que par suite des majorations payées au-dessus de quarante heures, conséquences de la loi anti-syndicaliste qu'un ministre soi-disant de gauche (Monsieur Ambroise Croizat, pour ne pas le nommer) fit voter par la Chambre des députés, alors que sévissait déjà à cette époque le général de Gaulle, les ouvriers perdent les heures de travail, que par incompréhension ou naïveté, ils qualifient les meilleures. Qu'ils réfléchissent aujourd'hui à la cruelle ironie de ce terme.

Néanmoins, ils vont être obligés, s'ils ne veulent pas que continue l'affaiblissement de leur pouvoir d'achat, de reprendre la lutte et l'action revendicative sous une forme ou une autre. Le mieux serait qu'ils rejoignent massivement leurs organisations syndicales, et qu'ensemble ils étudient les meilleures méthodes pour contrarier les plans de leurs éternels ennemis, et avancer vers plus de progrès et de bien-être. Malheureusement, les ouvriers, dans leur grande majorité, restent hors du mouvement syndical.

Aussi, faut-il, de temps à autre, quand le besoin est plus pressant, se servir de la carte maîtresse de la classe ouvrière : la grève, arme efficace si elle est judicieusement employée, néfaste et dangereuse au contraire si elle est galvaudée, employée à la légère, et surtout si elle ne s'oriente pas vers un but nettement défini.

Il y a deux sortes de grèves, celles que l'on n'a pas le temps de préparer, qu'il faut lancer tout de suite pour qu'elle soit opérante, je veux parler de l'indispensable et rapide riposte que la classe ouvrière doit engager devant une menace ouverte du fascisme, contre des actes trop arbitraires du pouvoir, ou pour sauver des militants menacés dans leur existence, ou emprisonnés pour leurs idées. Dans ces cas, aucune hésitation n'est permise, il faut agir vite et énergiquement, il y va souvent de l'avenir et de la liberté de tous. C'est de plus une question de dignité humaine.

Par contre, la grève revendicatrice pose un tout autre problème : avant de s'en servir, il faut surtout tenir compte des possibilités de réussite qui ne sont pas les mêmes partout. Dans chaque corporation, il faut tenir compte de l'influence plus ou moins étendue et profonde de nos organisations syndicales.

Lorsque les syndicats sont puissants, les mouvements mieux préparés et mieux compris, les camarades sont plus faciles à toucher à l'intérieur des organisations. De plus, la propagande et éventuellement la solidarité trouvent dans les caisses syndicales alimentées par un grand nombre de cotisants, les moyens qui permettent d'engager la lutte et de vaincre.

Nous pouvons nous inspirer des luttes engagées par les puissants syndicats américains dans des corporations jouissant pourtant d'un niveau de vie relativement élevé (comparé à celui atteint en

France). Les grèves de la sidérurgie, de la presse, de l'électricité ont duré des semaines, des mois, parfois plus d'un an, et se sont terminées par des victoires ouvrières.

Pourtant, le patronat américain est puissamment organisé, mais opposant la force à la force, soutenus par les allocations que versent leurs organisations et qui les mettent à l'abri du besoin, nos camarades d'outre-Atlantique ont pu faire capituler les pouvoirs publics et le patronat, grâce à leurs syndicats puissants percevant de fortes cotisations qui permettent de constituer des réserves financières suffisantes pour mener la lutte jusqu'à la victoire.

Hélas ! en France, surtout dans l'industrie du bâtiment, il nous est impossible d'envisager des luttes d'une telle envergure. A de rares exceptions près, les syndicats sont squelettiques, et leurs caisses quasiment vides.

En outre, les divisions syndicales permettent aux états-majors de nos confédérations de se livrer à une compétition démagogique, les questions de préséance et de prestige intervenant beaucoup plus que les véritables intérêts des salariés. Prenons comme exemple les récents mouvements de grèves des chantiers navals de Saint-Nazaire, ceux des métallos de chez Berliet et Peugeot. Cette fois, nos courageux camarades posaient des revendications conformes aux principes réellement syndicalistes, intéressant tous les ouvriers de notre pays. Ceux de Nantes et Saint-Nazaire posaient le problème du droit au travail, par la lutte contre les licenciements, — ceux de chez Peugeot, l'amélioration de leur niveau de vie, et surtout ce qui est primordial pour tous, réclamaient la diminution de l'horaire hebdomadaire de travail. Ils ont lutté avec un courage allant jusqu'à l'abnégation pendant des semaines. Les meilleurs d'entre eux ont subi les brimades d'un patronat de combat : mises à pied, licenciements. Finalement, ils ont dû céder, et reprendre le travail après l'échec, tout au moins sur le plan matériel.

Qu'ont fait nos confédérations, qu'a fait le mouvement syndical français dans son ensemble ? Rien ou presque rien, sinon du bla-bla-bla, des ordres du jour de félicitations, du style condoléances, des versements de solidarité dérisoires. Ce n'est sûrement pas ce qu'espéraient nos camarades en lutte, qui ont pu se croire abandonnés. Je crains que l'on ait par ces méthodes affaibli pour l'avenir leur volonté de lutte, porté atteinte au bon renom du syndicalisme et que nous en soyons tous atteints, même si nous ne sommes pas coupables.

Cela doit nous inciter à réviser nos méthodes de lutte. Assez de défaites, assez de sacrifices inutiles. Essayons d'organiser nos mouvements avec quelques chances de succès. Nous voulons des grèves victorieuses et efficaces, car le syndicalisme, s'il réclame beaucoup de dévouement et d'abnégation à ses militants, ne doit pas obliger les meilleurs à des sacrifices continuels, ou alors nous ne verrons jamais les ouvriers affluer vers nos organisations.

Mais que faire ? me dira-t-on, dans les conditions présentes, avec toutes les faiblesses de notre appareil syndical et les contraintes de lois dites sociales, qui entravent si lourdement notre liberté de mouvement.

Nous sommes nombreux à penser que si nous ne pouvons actuellement attaquer de front, nous devrions essayer de briser, en une occasion quelconque et en un point vulnérable, la résistance patronale.

Au moment où nos camarades de Peugeot étaient en grève, nos confédérations, nos syndicats et la classe ouvrière toute entière devaient soutenir

efficacement le dit mouvement. Une large solidarité devait mettre les grévistes à l'abri du besoin, en leur versant si possible leur salaire intégral, ce qui aurait permis à ces camarades de continuer la lutte aussi longtemps qu'il le fallait pour qu'elle aboutisse. Nous devions faire comprendre aux ouvriers que cette lutte était la leur et que, victorieuse, elle aurait profité à tous, sur le plan matériel et moral. Qui peut affirmer que nous serions restés incompris ? Il ne me paraît pas impossible de rassembler à travers tout le pays la somme nécessaire au succès d'une telle initiative.

Evidemment, la lutte risque d'être longue. Mais il se peut aussi que le patronat, pressé par la concurrence, la nécessité de maintenir sa production, et aussi d'équilibrer ses finances, ne soit contraint, sinon de capituler, du moins de composer, et de consentir, sinon totalement, du moins partiellement à la satisfaction de nos légitimes revendications.

Ce ne sont que des suggestions, mais je crois qu'elles méritent d'être étudiées et si, dans un avenir prochain, nous pouvions, par une expérience réussie, inspirer quelques craintes au patronat et lui prouver que nous sommes capables d'ébranler sa puissance, nous rendrions aux ouvriers confiance en eux-mêmes, et surtout nous leur prouverions que le syndicalisme reste toujours la seule arme de sauvegarde de la classe ouvrière, que leur indifférence à son égard est seule responsable de leurs mauvaises conditions de vie, de leur insécurité, et du refus de leur accorder le bien-être et le progrès auxquels leur travail leur donne droit.

Par contre, je dirai que, pour des grèves de 2 heures, 4 heures ou 24 heures sans revendications

nettement formulées, et ne donnant aucun résultat positif, les salariés se demandent bien souvent pourquoi ils ont déserté ateliers, chantiers ou bureaux.

Ne manifesterait-ils pas plus de compréhension si nous savions, par une propagande constante, leur expliquer la nécessité de soutenir de façon effective une grève répondant à nos possibilités actuelles ? N'est-il pas possible de trouver en France deux millions de salariés qui accepteraient de sacrifier une modique somme (50 anciens francs par semaine, par exemple) pour constituer un trésor de guerre afin d'éviter tout souci matériel à ceux d'entre eux qui seraient engagés dans un conflit pour la satisfaction de revendications valables pour tous les travailleurs, engagé dans une industrie essentielle ?

Je pense au niveau de vie, à la sécurité de l'emploi et surtout à la diminution de la durée du travail. Si nous arrivions par la solidarité de tous, même si cette lutte devait durer assez longtemps, à ébranler sur un point la résistance patronale, nous pourrions ainsi rétablir la confiance en soi de la classe ouvrière et envisager des luttes de plus grande envergure.

Je sais que cette tactique soulèverait de grandes difficultés. A nous de les discuter pour les prévenir et les résoudre.

Mais n'est-ce pas notre rôle, je dirais même notre devoir, d'essayer tous les moyens d'aller de l'avant. C'est ainsi que le syndicalisme créateur reviendra à la place qu'il n'aurait jamais dû quitter sur la voie de la libération humaine.

F. MALFATTI

(Bâtiment-Ameublement F.O.)

LE S. M. I. G. DE LA MISÈRE

Grâce à un geste « généreux » du gouvernement, le SMIG vient d'être augmenté de 2 %. Je dis « généreux » parce que M. Peyrefitte, ministre de l'Information, a déclaré que « rien n'obligeait le gouvernement à procéder à cette augmentation tant que l'indice n'avait pas sauté. » Donc, il s'agit bien d'un acte « généreux » du gouvernement. Les méchantes langues diront que c'est à cause des élections prochaines. Je ne m'arrêterai pas à ce genre d'argument. Ce que je voudrais dire, c'est que puisque le gouvernement a fait preuve de « générosité » qu'il veuille bien par générosité se pencher un peu sur ce que représente le SMIG.

Avec la nouvelle augmentation de 2 % si « généreusement » accordée par le gouvernement, le nouveau SMIG s'élève à 2,0075 F de l'heure à Paris. A raison de 40 heures par semaine (durée légale du travail) et de quatre semaines et deux jours de travail par mois, cela fait 176 heures à 2,0075 F. Ce qui donne un salaire mensuel de 353,32 F. Après retenue de la Sécurité Sociale (6 %), il reste 332,13 F, qui avec les 16 F de la prime de transport sont portés à 348,13 F.

Ainsi le salaire net du smigar s'élève désormais à 348,13 F par mois. Si ce smigar a la chance d'habiter Paris et de travailler à Paris ses frais de transport seront limités à la carte hebdomadaire de métro, soit 3 F par semaine et 12 F par mois.

En retranchant cette somme du salaire net de 348,13 F, il lui restera 336,13 f.

Si, toujours chanceux, notre smigar trouve une chambre avec cuisine dans un vieil immeuble où les anciens loyers sont respectés, il lui en coûtera au moins 100 F par mois en incluant dans ce

nombre les charges, le chauffage, l'eau, le gaz et l'électricité. Ce qui, on en conviendra, est très justement calculé.

Retranchons cette somme du salaire restant 336,13 F, il sera réduit à 236,13 F.

A raison de 30 jours par mois (laissons tomber les mois de 31 jours pour être, nous aussi, généreux), cela représente un revenu journalier de 7,871 F.

Vous avez bien lu : un revenu journalier de 7,871 F. Avec ce revenu, notre smigar devra se nourrir, se vêtir, se meubler, se soigner. Passons, pour être toujours généreux, sur les loisirs.

Puisque le gouvernement est imprégné d'un sentiment de générosité, ce qui signifie a priori qu'il est capable de comprendre la situation, pourrait-il nous dire comment un homme ou une femme adulte et travaillant peut se nourrir, se vêtir, se meubler et se soigner à Paris avec 7,871 F par jour ?

J'attends la réponse.

Pierre RIMBERT.

EXPOSITION ET COURS D'ESPERANTO

SAT-AMIKARO (Association espérantiste se réclamant des doctrines ouvrières et anationalistes) organise une exposition sur l'Esperanto les 23 et 24 octobre, de 10 heures à 19 heures, au Comité des loisirs, 5, boulevard Montmartre, à Paris.

Elle rappelle que le cours d'Esperanto donné à la librairie du « Monde Libertaire », 3, rue Ternaux, Paris (XI^e), reprendra tous les jeudis soir à 20 heures, à partir du 7 octobre.

Pour tous renseignements, s'adresser à la librairie même ou à S.A.T., 67, avenue Gambetta, Paris-20^e.

Tournant brusque à la C.I.S.L.

La Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) vient de tenir à Amsterdam, du 7 au 16 juillet, son 8^e congrès. La C.I.S.L., rappelés-le, est née en 1949 d'une scission d'avec la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), laquelle s'était révélée comme un instrument de l'impérialisme russe au début de la guerre froide, quand le coup de Prague, acheva la satellisation de l'Europe centrale et après le blocus de Berlin.

Les syndicats groupés au sein de la C.I.S.L. représentent actuellement une force considérable : 62 millions d'adhérents répartis en 94 pays ou territoires. Plus de 200 personnes ont participé à ce congrès. La C.G.T. Force Ouvrière, créditée d'un million de membres, était représentée par six délégués : Ventejol, Galoni, Derlin, Aurin, Laval et Riquier, assistés d'Abramson comme interprète. Bergeron et Mourguès y siégeaient au titre de membres de l'Exécutif et Bothereau comme invité.

REORGANISATION DE LA C.I.S.L.

Ce congrès a connu une séance des plus agitées parce que *Georges Meany*, président de la puissante centrale américaine A.F.L.-C.I.O. avait donné une interview à un journal hollandais « *Het Parool* » une interview où il reprenait des déclarations déjà exprimées au « *New York Times* », qui pouvaient mettre en doute la régularité de la gestion financière de l'Internationale. Elle était conçue en ces termes :

« Je suis venu à Amsterdam pour tenter de fixer les bases d'une réorganisation du secrétariat de la C.I.S.L. à Bruxelles. Et c'est absolument nécessaire aussi. Le secrétariat ressemble plus souvent à une institution bancaire qu'à un secrétariat syndical. Nous avons découvert que par des trucs de tenue de livres, on avait bloqué des fonds sous des faux noms. Et cela tandis que l'argent est très nécessaire pour aider les syndicats dans les pays sous-développés.

« Nous avons maintenant récupéré la participation américaine de 818.000 dollars dans les 2,5 millions de dollars qui furent détournés de leur destination. »

Dès qu'elle fut connue, cette interview fit l'effet d'une bombe sur le congrès. *Derk Roemers*, président des syndicats hollandais, a trouvé déplacée l'accusation portée publiquement contre le secrétariat.

Omer Bécu, secrétaire de l'Internationale, particulièrement visé, s'est dit « éberlué » par les allégations du grand « boss » américain. A aucun moment, dit-il, des fonds non dépensés n'ont été dissimulés et leur destination a toujours été clairement définie...

QUESTION D'ORIENTATION

On devait discerner par la suite que l'attaque de Meany contre le secrétariat sur une question financière était le reflet d'un désaccord plus profond sur la manière d'aider les pays en voie de développement et, plus encore sans doute sur l'orientation politique de la C.I.S.L. et sa lutte contre le « communisme ».

Sur l'aide aux pays en voie de développement, le rapport présenté par *Bécu* reconnaît que l'aide fournie n'a pas toujours donné les résultats escomptés. Cela est dû d'une part au manque d'expérience des militants de ces pays, d'autre part à la tendance des nouveaux gouvernants de restreindre les droits syndicaux tels qu'on les conçoit dans nos démocraties occidentales. Et il cite plusieurs pays où, sous la pression de leur gouvernement des organisations ont quitté la C.I.S.L. Départs, il est vrai, compensés par de nouvelles affiliations.

Mais les résultats à atteindre pourraient être meilleurs s'il y avait coordination entre l'aide fournie par l'Internationale et celle qu'apportent directement des organisations affiliées comme celles des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale. Là encore

des divergences apparaissent. Et si, au secrétariat on considère qu'un mouvement syndical libre, déjà constitué, doit être soutenu et renforcé, d'autres mettent l'accent sur l'aide à fournir à des militants actifs. Les uns, comme *Walcock* (Grande-Bretagne) estiment qu'il faut laisser aux mouvements syndicaux des jeunes nations la possibilité d'évoluer par eux-mêmes en fonction des situations locales, d'autres mettent l'accent sur la formation des militants pour les orienter vers des conceptions préconçues et dans le but inavoué de les diriger du dehors.

Dans un article écrit à la veille du congrès *Meany* tout en défendant jalousement la liberté pour son organisation de mettre sur pied un centre syndical afro-américain, préconise pour la C.I.S.L. tout un réseau d'activités nouvelles, comprenant le développement des coopératives, la construction de logements, l'organisation de services d'hygiène et de santé, l'éducation des adultes, etc.

Quant au rôle essentiel de défense des intérêts exclusifs des travailleurs face au patronat et à l'Etat. *Meany* se contente d'inviter la C.I.S.L. à essayer de convaincre les gouvernements africains que sa présence peut leur rendre de précieux services.

COMMENT COMBATTRE LE COMMUNISME

La lutte contre le communisme ne tient que quelques lignes dans le rapport de *Bécu* où il est dit surtout que le meilleur moyen est encore d'améliorer le niveau de vie des travailleurs, sans toutefois négliger de les informer sur les tactiques communistes. Pour *Meany* elle doit être l'alpha et l'omega de l'action de la C.I.S.L. C'est une de ses tâches principales, à laquelle il vaut la peine de lui consacrer une attention extrême. Il suggère même de créer un département spécial à la C.I.S.L., pour la lutte contre le communisme.

En outre, *Meany*, catholique lui-même, a exprimé le désir de voir la C.I.S.L. entretenir de meilleurs rapports avec la Fédération internationale des syndicats chrétiens.

Il appartenait à *Louis Major*, secrétaire général des syndicats belges de débroussailler ce débat. « La C.I.S.L. ne doit pas devenir une organisation se préoccupant essentiellement de politique », dit-il, et il rappelle que c'est pour ne pas accepter de se mettre au service d'une politique que les syndicats démocratiques quittèrent, il y a seize ans la Fédération Syndicale Mondiale.

A ses yeux, l'origine du conflit actuel est que l'A.F.L.-C.I.O. fait toujours campagne pour la politique du département d'Etat américain. Tandis que de nombreux syndicalistes européens jugent par trop négatif l'anticommunisme à l'américaine, qui interdit tout contact avec les syndicats des pays de l'Est ou ceux de l'Ouest influencés par les communistes.

La fermeté des propos du représentant des syndicats belges et surtout les approbations qu'il a recueillies au congrès ont dû impressionner *George Meany*. Aussi s'est-il ensuite défendu d'avoir voulu dominer la C.I.S.L., arguant que l'A.F.L.-C.I.O. n'a jamais présenté de candidat à un poste directeur et qu'il n'y a aucun Américain parmi le personnel du secrétariat (1). Il faut croire qu'il s'est ravisé depuis en exigeant de porter à quatre le nombre de représentants de l'A.F.L.-C.I.O. au comité exécutif et en revendiquant deux sièges de vice-présidents, au détriment des Canadiens.

UN DEPUTE CHRETIEN PRESIDENT DE LA C.I.S.L.

Il a apparemment renoncé à son grand œuvre de réformer le secrétariat de la C.I.S.L. Mais il

(1) Un de nos amis qui s'est rendu au siège de la C.I.S.L. à Bruxelles, a été surpris de n'y rencontrer que des personnes parlant anglais.

ne s'est pas dépensé tout à fait en vain, puisque le nouveau président de la C.I.S.L. qui succède au socialiste suédois Arne Geiger, est Bruno Storti, un catholique comme lui et de surcroît député démocrate chrétien au parlement italien. Ainsi, lui qui trouvait Louis Major trop « coloré », doit-il être satisfait de ce choix comme président d'une organisation internationale fondée surtout par des éléments socialistes ou travaillistes.

Cette élection a été acquise à l'unanimité, comme d'ailleurs la réélection d'Omer Bécu au secrétariat, réélection jugée nécessaire par les délégations européennes solidaires de Bécu après les accusations portées contre lui par Meany. Sans cela plusieurs délégations, qui le jugeaient insuffisant, s'apprétaient à lui substituer le militant tunisien Tlili, présentement déchu de tout titre syndical dans son pays sur intervention gouvernementale et menacé de poursuites. (Notons avec satisfaction que Bergeron a tenu à s'élever contre cette violation de la liberté syndicale par le gouvernement tunisien).

**

Les débats heurtés de ce congrès et l'élection du nouveau président marquent un tournant dans la vie de la C.I.S.L. D'aucuns s'attendaient à une rupture, et, de l'avis de plusieurs délégués européens, elle n'eût pas été fatale pour le mouvement syndical libre qui continuerait à s'appuyer sur les organisations traditionnelles d'Europe occidentale. D'autant plus que la F.S.M. d'obédience communiste

connaît aussi ses difficultés résultant de la rivalité russo-chinoise.

C'est, au contraire, l'A.F.L.-C.I.O., malgré ses millions d'adhérents et ses puissants moyens financiers, qui se serait trouvée isolée.

Il semble que Meany l'ait compris et il a jugé bon de jeter un peu de lest. Même sur le point particulier du syndicalisme espagnol, où jusque là les Américains n'ont pas marchandé leur aide à l'Association qui devait supplanter les organisations traditionnelles, c'est au représentant de l'U.G.T. qu'a été finalement confiée la rédaction de la résolution concernant son pays, résolution adoptée à l'unanimité.

**

Nos lecteurs sont au courant de la demande de réaffiliation de la Fédération Française des Travailleurs du Livre C.G.T. à la Fédération Graphique Internationale. Cette demande, accueillie favorablement par le secrétariat de cette organisation professionnelle doit être soumise à son prochain congrès.

Mais Bergeron veillait et aussi George Meany, qui ont obtenu du congrès d'Amsterdam la menace de la C.I.S.L. de rompre avec la F.G.I., si celle-ci donnait suite à son intention d'accueillir cette fédération du Livre qui groupe dix fois plus d'adhérents que la fédération F.O.

Menace qui risque d'affaiblir et la C.I.S.L. et la F.G.I. !

F. CHARBIT.

DÉSINFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE

La liberté de presse existe en Europe occidentale, en ce sens que l'édition, la distribution, la vente, la circulation d'un journal ou d'une revue sont à peu près reconnues et garanties. Ce qui ne semble pas être admis, c'est le droit du lecteur — qui paie pour être renseigné — à être informé objectivement, c'est-à-dire de disposer des éléments de connaissance qui lui permettraient de se faire une opinion.

La lecture des publications françaises, pour ce qui concerne l'Amérique latine, fournit de trop nombreux exemples qui confirment cette constatation. C'est ainsi qu'à l'occasion de la venue du président du Chili, Eduardo Frei, « Paris-Match » a pu dire que les Indiens de ce pays étaient déjà en état d'insurrection. Pour sa part « l'Express » généralisait et faisait état de maquis dont les membres se moquaient des bombardements effectués par les autorités gouvernementales, et citait, entre autres, le cas du Venezuela et du Pérou. Les guerilleros sont « à la fois cultivateurs et combattants ». L'auteur en remet : « Partout, les Indiens fournissent de plus en plus d'hommes aux maquis ». Il apporte même des révélations : « A Santiago, la police conseille aux étudiants trop agités... de rejoindre les rangs du P.C. chilien », parti « organisé, discipliné », avec lequel la démocratie chrétienne chercherait le contact.

Il est difficile d'établir la part de pure ignorance, celle du goût du sensationnel, et celle enfin qui correspond à la présentation « gaulliste » des problèmes latino-américains, dans cette littérature. Quoi qu'il en soit, le lecteur n'obtient pas son compte.

Bien que ce serait travail d'Hercule d'avoir à rectifier toutes les fantaisies qui se publient quand il s'agit des situations latino-américaines, saisissons l'occasion pour rappeler quelques simples réalités. Il ne reste, au Chili, que quelques maigres populations indiennes — 200.000 au total — établies dans le Sud du pays, et dont le rôle social, le poids dans l'évolution générale, sont plus que secondaires. C'est d'ailleurs le caractère

marginal du problème indien au Chili qui différencie ce dernier pays de ses deux voisins du Nord : le Pérou et la Bolivie, où l'importance des couches sociales indiennes est considérable. Cela ne signifie pas que les « mapuches » du Chili n'aient pas leurs problèmes à résoudre, ni que leur cas soit méprisable. Mais ils ne sont pas facteur déterminant de la conjoncture chilienne. Il n'existe pas l'ombre d'un projet de maquis chez eux.

Pour ce qui est des « guerilleros », faut-il répéter que, tant au Venezuela qu'au Pérou, il s'agit non de paysans en révolte, mais d'étudiants et d'activistes venus des villes, qui s'installent dans des régions rurales, choisies suivant des critères stratégiques, pour y mener des opérations militaires. Dans le plan opérationnel, il est certes prévu et espéré de nouer des alliances avec les paysans pauvres et de se faire les porte-paroles des revendications paysannes, mais entre les formes de lutte des populations rurales et la technique de prise de pouvoir que tentent d'appliquer les « activistes révolutionnaires » il y a une différence... de classe. Un cas particulier est celui de la Colombie, où la tradition de violence est ancienne, et où par conséquent les révolutionnaires intellectuels des villes, comme les appareils de partis, tentent de brancher sur les luttes armées une « machine » de possible pouvoir.

Ces situations très diverses et qui mériteraient une analyse particulière, sont dans la presse traitées en vrac et en désordre, comme s'il prenait fantaisie à un journaliste de Buenos Aires ou de Lima de mélanger les facteurs caractéristiques de la Suède et de l'Espagne, de la Belgique et de la Grèce, sous prétexte qu'il s'agit de l'Europe.

La perle la plus pure du collier enfilé par « l'Express » est fournie par ce « peuple chilien, le plus austère du continent ! » Or, le Chilien est sans doute l'habitant le plus paillard, le plus breughelien, le plus rabelaisien d'Amérique du Sud.

L'ITINERANT.

L'impérialisme américain en action

L'IMPERIALISME INSIDIEUX

La règle d'or qui doit diriger l'action de tous ceux qui se réclament du socialisme (au sens large du mot, bien entendu) me semble être celle-ci : le socialisme consistant essentiellement dans la recherche de l'abolition de la domination de l'homme sur l'homme, on doit, dans tout conflit qui oppose des dominés à leurs maîtres, prendre le parti des premiers contre les seconds.

Les deux grandes formes de la domination de l'homme sur l'homme sont la domination de classe et la domination ethnique. Une classe en domine une autre ; un peuple en domine un autre. La lutte sociale revêt donc deux aspects : lutte de classe et lutte contre l'impérialisme.

Aujourd'hui où, à la suite des sanglantes et terribles luttes de classes du siècle dernier et des débuts de ce siècle, et par suite des développements de la productivité qui permettent l'accroissement des possibilités de consommation des travailleurs sans diminution de leur degré d'exploitation, les luttes de classes tendent à s'atténuer, au moins en Occident, ce sont les luttes impérialistes qui sont passées au premier plan. D'une part, luttes entre impérialismes rivaux ; d'autre part, luttes des peuples soumis à l'impérialisme, ou que menace l'impérialisme, contre ceux qui sont ou s'apprentent à devenir leurs maîtres.

Depuis la bombe d'Hiroshima jusqu'à une date récente, des deux grands impérialismes dont la seconde guerre mondiale avait excité la virulence, le russe et l'américain, le premier était, de beaucoup, le plus agressif et le plus dangereux. Alors que, sous l'administration Truman-Acheson, les Etats-Unis semblaient rebelles à l'impérialisme, alors que, dès le lendemain de la capitulation de Tokio, l'Amérique licenciat presque toute son armée, alors que peu après elle n'hésitait pas à retirer ses troupes de Corée et à déclarer solennellement par la voix de son président qu'elle n'avait aucun intérêt dans le Sud-Est asiatique, Staline, tout au contraire, conservait sous les drapeaux une armée immense, profitait de son occupation des pays libérés de la domination nazie pour y installer son régime et ses hommes sans consultation de la population, lançait l'un de ses satellites, la Corée du Nord contre la Corée du Sud, et finalement soumettait au blocus la population de Berlin-Ouest, coupable de se refuser à sa domination.

La lutte contre l'impérialisme russe était donc alors la plus urgente des tâches.

Mais, depuis quelques années, ce n'est plus l'impérialisme russe qui menace, c'est l'impérialisme américain.

Pour des raisons peut-être diverses, mais dont la principale me semble être l'inversion qui s'est produite il y a quelques années dans le rapport des forces nucléaires de la Russie et de l'Amérique, ce qui a rabattu le caquet de l'une et gonflé l'ambition de l'autre, la menace impérialiste s'est, elle aussi, inversée. Aujourd'hui, c'est l'impérialisme américain qui est de beaucoup le plus menaçant, le plus agressif, le plus dangereux.

Moscou masquait son impérialisme sous le couvert de la lutte pour le socialisme ;

Washington masque le sien sous le couvert d'une croisade pour la liberté, lisez : la liberté de l'exploitation capitaliste.

Les agressions de l'impérialisme américain ont débuté dans la région que la Maison-Blanche considérait depuis longtemps comme son domaine réservé, l'Amérique latine. Le président socialisant du Guatemala, coupable de vouloir nationaliser les propriétés de l'United Fruit, fut renversé par la force ; Cuba, coupable de s'être donné un régime qui, lui aussi, entendait procéder à une réforme agraire et nationaliser les grandes industries, fut soumis au blocus et à une tentative d'invasion armée ; hier, enfin, c'était Saint-Domingue ; demain, ce sera peut-être à nouveau le Guatemala.

Mais le continent américain et ses îles ne suffisent plus à Washington. C'est aussi l'Asie, ou, tout au moins tout ce que nous appelons l'Extrême-Orient, qu'il lui faut. D'où la guerre contre le Viet-Cong, et les bombardements du Viet-Nam du Nord, préface à la guerre contre la Chine.

Ceci explique que pour tout anti-impérialiste conséquent, la lutte contre l'Amérique, contre l'impérialisme américain, quelle que soit la menace latente que fasse toujours peser sur le monde l'impérialisme russe, est devenue le premier des devoirs.

Malheureusement, pour nous, Français, il est bien difficile de mener cette lutte efficacement, car il ne nous est pas aussi commode de courir au secours des Vietnamiens qu'il nous l'était, en 36, de courir au secours des républicains espagnols. Ce que nous pouvons faire néanmoins, c'est de nous défendre contre les agents de l'impérialisme. Hier, il s'agissait de se défendre, ce qui était assez facile, contre les agents de l'impérialisme russe, aujourd'hui il faut se défendre, ce qui, pour de multiples raisons est plus difficile, contre les agents de l'impérialisme américain.

Et cela est d'autant plus nécessaire qu'en ce moment même l'impérialisme américain est, ainsi qu'on le verra plus loin, particulièrement actif dans le domaine du syndicalisme international. La R.P. doit donc se tenir soigneusement sur ses gardes, si elle veut conserver son indépendance.

Américains et Russes entretiennent en Europe un appareil de propagande considérable. Appareil le plus souvent camouflé sous des vocables alléchants : « Congrès de la Paix », « Congrès de la Culture », etc. Ces organismes disposent de moyens considérables et leur fonction est de pénétrer partout où ils le peuvent, dans les milieux indépendants surtout. C'est pourquoi, pour ma part, j'estime que la R.P. ne peut en aucun cas leur servir d'organe de propagande.

Succès et échecs de la colonisation syndicale

La grande tentative américaine de se prémunir contre tout mouvement révolutionnaire en Europe en noyant au sein du mouvement chrétien-social le peu qui y demeure d'organisation socialiste et d'esprit révolutionnaire, a connu, au cours de ces deux derniers mois, à la fois un succès et deux échecs.

— D'abord, un succès. Un gros succès.

Au congrès de la C.I.S.L., le président de la centrale américaine, Meany, déclara qu'il était catholique, et qu'il fallait améliorer les rapports de la C.I.S.L. avec les syndicats chrétiens.

Venant du plus gros bailleur de fonds de l'Internationale syndicale libre une telle demande ne pouvait demeurer sans réponse : à l'unanimité le congrès élit comme nouveau président de la C.I.S.L. l'Italien Bruno Storti, membre et député du parti démocrate-chrétien d'Italie. (1)

Ainsi, des trois grandes centrales syndicales internationales, il y en a désormais deux qui sont sous la haute direction de l'Eglise catholique, dont le capitalisme américain n'a évidemment rien à craindre ; la troisième demeure sous la direction de l'Eglise moscovite, dont Washington n'a plus grand-chose à redouter depuis la « coexistence pacifique ».

Par contre, les Américains ont subi un cuisant échec au cours des deux congrès qu'ont tenus en août dernier, les travailleurs espagnols ; d'une part au congrès de l'U.G.T. l'Union Générale des Travailleurs, l'organisation des syndicats de tendance socialiste, d'autre part au congrès de la C.N.T., la Confédération Nationale du Travail, l'organisation des syndicats de tendance libertaire.

Rappelons en quelques mots la situation.

Il y a à peu près cinq ans, ces deux organisations, qui sont, depuis l'origine même du mouvement ouvrier espagnol, les deux grandes centrales syndicales, conclurent une alliance, l'Alliance Syndicale Espagnole (A.S.E.) destinée à coordonner leurs efforts dans la lutte contre Franco ; à cette alliance se joignit une troisième centrale syndicale, plus récente, appelée la Solidarité des Travailleurs Basques, car les Basques, chez lesquels les tendances autonomistes sont encore plus fortes qu'en Catalogne, ont toujours eu, depuis le début de la révolution et dans tous les domaines, leur organisation à part.

Or, un beau jour, les syndicats américains, qui n'ont jamais rien fait à ma connaissance pour empêcher leur gouvernement de maintenir à bout de bras... et de dollars le régime de Franco, sentant celui-ci vaciller, décidèrent, très probablement sous l'instigation directe de Washington dont ils sont toujours solidaires pour tout ce qui concerne la politique étrangère, de se préoccuper de la succession.

Le danger pour les Américains était, que dans le vide créé par la disparition de Franco, le syndicalisme espagnol, fort de ses traditions, de ses hommes, de son action durant la guerre civile, ne jouât un rôle déterminant dans le façonnement du nouveau régime et ne mette ainsi en péril le maintien en Espagne de ce régime capitaliste qui est aussi cher aux ouvriers américains qu'à la bourgeoisie américaine.

Or, c'était là ce qu'il fallait empêcher à tout prix ! Pour y parvenir, le meilleur moyen était de transformer l'U.G.T. et la C.N.T. ; en faire ce que les Américains appellent des syndicats « apolitiques », c'est-à-dire des organisations qui ne mettent absolument pas en question le maintien du régime capitaliste, qui se gardent totalement de réclamer l'« abolition

du patronat et du salariat », mais se contentant d'obtenir des patrons de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail. Ou bien, si l'une ou l'autre de ces organisations ou les deux, se refusaient à trahir ainsi leurs idéaux, la démolir, ou les démolir toutes deux et en construire une nouvelle.

En un mot, il fallait, d'une manière ou d'une autre, ainsi que nous le disait un camarade de la C.N.T. qui préside aux destinées de l'Alliance, purger les syndicats espagnols « de toute idéologie ».

On fit donc des propositions dans ce sens à chacune des deux organisations. Mais, en pure perte ! Aussi bien l'U.G.T. socialiste que la C.N.T. libertaire se refusèrent à abandonner leur « idéologie » ; elles se refusèrent à devenir simplement, comme leurs conseillers américains, des chasseurs de dollars.

Ainsi que le dit à plusieurs reprises devant le récent congrès, de son organisation, le secrétaire de l'U.G.T., et ainsi que nous le répéta, à Charbit et à moi, son secrétaire-adjoint, l'U.G.T. voulait bien de la solidarité, mais non point d'une solidarité « conditionnée ». On préférerait rester pauvre, ne disposer que de moyens limités, mais ne pas abandonner ses principes et ses idéaux.

Alors, ce fut la guerre !

Puisque C.N.T. et U.G.T. ne voulaient pas se plier, on les briserait.

Par l'intermédiaire de la F.I.O.M. (Fédération internationale des métallurgistes), on créa une nouvelle « alliance », ou plutôt une soi-disant alliance, l'Alliance Syndicale Ouvrière, (A.S.O.), qui n'était pas du tout une alliance puisqu'elle n'unissait point des organisations déjà existantes, mais qui était une organisation entièrement nouvelle, une organisation scissionniste (axée principalement sur des chrétiens dits de « gauche »), ce qui amenait tout simplement une nouvelle division entre les travailleurs.

Bien entendu, cette nouvelle organisation fut lancée à l'américaine, avec des fonds considérables, et tout le tam-tam adéquat. Aussi bien en Espagne que dans les milieux de l'émigration : des permanences officielles furent installées, en France notamment, des publications libéralement distribuées, et surtout des agents inavoués qui se mirent, avec une habileté diabolique, à présenter cette opération de division comme une opération d'unité !

Or, certains de ces agents, ainsi que des militants de bonne foi qu'ils avaient pu entraîner, opéraient, non seulement en dehors de la C.N.T. et de l'U.G.T., mais également à l'intérieur même de ces organisations.

C'est pourquoi il importait que les deux congrès que tinrent presque simultanément, à Toulouse et à Montbellier, l'U.G.T. et la C.N.T. mettent les choses au clair, que les partisans de la soi-disant « Alliance » soient mis en demeure de dire exactement ce qu'ils voulaient et de se compter.

Durant les trois journées que se tint le congrès de l'U.G.T. et les onze jours que dura celui-ci de la C.N.T., et devant, dans l'une et l'autre assemblée, quelque deux cents délégués venus non seulement de France et de l'étranger, mais d'Espagne même, les partisans avoués ou occultes de l'A.S.O. purent s'exprimer tout à leur aise.

Mais le climat était tel que ni dans l'un ni dans l'autre congrès ils ne crurent possible de

(1) Cela fut possible parce que la centrale chrétienne des syndicats italiens n'adhère pas à l'Internationale syndicale chrétienne, mais à la C.I.S.L.

présenter une résolution de leur crû et que c'est à l'unanimité que les délégués votèrent des motions où il était dit :

« L'organisation confédérale condamne toutes manœuvres tendant à changer sa personnalité, comme c'est le cas pour celles de la soi-disant A.S.O. de l'intérieur, dont nous savons qu'elle n'est en aucune manière une alliance, mais simplement un conglomérat informe. » (C.N.T.)

« La classe ouvrière doit forger son instrument de lutte en s'unissant avec les autres centrales syndicales (C.N.T. et Solidarité des Travailleurs Basques), ainsi qu'en isolant, en condamnant et en neutralisant toutes les entreprises pseudo-syndicales qui se créent pour troubler et affaiblir la classe ouvrière dans son difficile, mais exaltant combat. » (U.G.T.)

Néanmoins, il est bien probable que les Américains ne se tiendront pas encore pour battus et qu'ils redoubleront d'efforts dans leur œuvre de division de la classe ouvrière espagnole. Mais il est encore plus certain que les travailleurs espagnols et leurs organisations syndicales continueront à réagir vigoureusement pour maintenir leurs traditions révolutionnaires et qu'ils persisteront dans leur refus de devenir de simples rouages de la société capitaliste.

L'IMPERIALISME BRUTAL

Les sauvages...

D'un correspondant de l'Associated Press à Chan-son, dans le Viet-nam du sud, T. Weeler :

2 août 1965. — ...Au bout du village, une femme gisait, haletante, son sang s'écoulant d'une blessure au côté. Autour d'elle des enfants se pressaient, terrifiés, gémissant, tantôt regardant avec effroi les « Marines », et tantôt se mettant à étreindre la femme mourante. L'un de ces enfants était blessé au bras.

A 40 mètres, dans l'intérieur du village, un « Marine » avait lancé une grenade dans un abri utilisé par les villageois vietnamiens pour se garantir contre les raids aériens et les rafales d'artillerie. Au bout de quelques moments, les corps déchiquetés de deux enfants, dont l'un avait la moitié de sa tête qui avait sauté, étaient sortis de l'abri et jetés sur le sol.

En un point, un médecin s'approcha du corps inanimé d'un enfant, tâta son pouls, puis secoua sa tête casquée et laissa retomber le corps flasque de l'enfant.

« Tuez-les ! je n'en veux voir aucun remuer, disait un « Marine », comme il marchait à travers un village que les Viet-Cong avait précédemment occupé...

... « Ce fut stupide de faire cela pour tout juste quelques coups de fusil », dit un vieux sergent.

... Dans une partie du village une dizaine de femmes et d'enfants étaient assis, pressés les uns contre les autres. Un des « Marines » agrippa l'un des enfants et le força à entrer dans un tunnel où l'on craignait qu'il n'y eût des Vietcong. Depuis longtemps les troupes vietnamiennes se servent des villageois pour attirer le feu des communistes qui se cachent dans les souterrains.

Des correspondants du *New York Herald Tribune* :

Saigon, 3 août 1965. — ... Au cours d'autres actions, aujourd'hui les « Marines » usèrent de briquets à cigarettes et de lance-flammes pour brûler entièrement une centaine de maisons après qu'on leur eut tiré dessus des environs d'un village situé à 4 kilomètres de Da Nang.

Les « Marines » dirent à un journaliste qu'ils avaient l'ordre de mettre le feu aux maisons dès qu'ils avaient reçu seulement une salve de coups de feu.

Le feu, apparemment, fut mis dans le village parce qu'il avait longtemps abrité des Vietcong.

Un témoin rapporta qu'un « Marine » aspergea le toit d'une maison avec une gelée d'essence et s'appretait à l'enflammer lorsqu'un sergent lui ordonna d'attendre qu'il ait visité un abri civil qui se trouvait à l'intérieur.

Une femme et un enfant en furent sortis et l'enfant se prosterna devant le « Marine » armé du lance-flamme, lui demandant de ne pas détruire la maison. Le « Marine » qui ne comprenait pas le vietnamien, continua et fit flamber la maison.

Dans une autre maison, le même sous-officier entra après qu'elle eut déjà commencé à brûler et y trouva un vieillard et une petite fille cachée dans l'abri souterrain. Après qu'il fut sorti et qu'il vit sa maison en feu, le vieillard courut pour y rentrer afin de sauver ce qu'il pouvait en sauver, y compris les vêtements de la petite fille, puis il prit celle-ci par la main, et tous deux s'en allèrent en pleurant.

Les héros...

Mais ici aussi il y a des raisons d'espérer. En face des brutes que nous venons de voir, il convient de dresser les héros, les héros américains, ceux qui ont proclamé bien haut que s'ils recevaient un ordre d'appel pour aller combattre au Viet-Nam, ils le brûleraient.

Combien sont-ils ? Et quel est le degré de leur résolution ? Je ne sais. Mais la menace a paru assez sérieuse à la Maison-Blanche pour qu'elle fasse passer d'urgence à la Chambre des représentants une loi frappant de 5 ans de prison et d'une amende de 10.000 dollars ceux qui brûleraient ou déchireraient leur ordre d'appel.

C'est également 5 ans de prison que risquaient les jeunes Français qui se refusèrent à la guerre d'Algérie. Ces Américains-là, comme ces Français-là, sont nos héros.

...Et les tire-au-flanc

A côté de cette révolte ouverte de quelques Américains, il y a la révolte sournoise de beaucoup d'autres. Des autres, qui approuvent sans doute bien haut la guerre du Viet-Nam, mais qui font tout ce qu'ils peuvent... pour qu'elle se fasse sans eux.

Ceux-là avaient trouvé un moyen simple et commode, c'était de se marier, le Département de la Défense n'appelant pas sous les drapeaux les hommes mariés. Aussi, presque partout, durant ces derniers temps, le nombre des mariages s'était mis à grossir sensiblement : de 20 % en général.

Mais, là aussi la menace parut suffisamment sérieuse pour que Johnson fit savoir le 26 août dernier que tout jeune homme d'âge compris entre 19 et 26 ans qui n'aurait pas été marié ce même jour avant minuit serait appelé sous les drapeaux, tout comme s'il était célibataire.

Alors ce fut la ruée ! Partout où l'on peut se marier sans préavis, on se précipita. On faisait la queue devant l'autel.

C'est par de tels faits, beaucoup plus que par les Gallup, qu'on peut se rendre compte du degré exact de la popularité de la guerre du Viet-Nam au sein de la population américaine.

R. LOUZON.

P.S. — Je suis tout à fait d'accord avec ce que dit Péra dans un article de ce même numéro. L'élection du président au suffrage universel favorise la disparition des partis politiques vrais, des partis qui représentent une idée, mais ceci n'empêche pas cela. Les Américains cherchent à modeler la vie politique des pays qui composent leur empire sur le modèle de leur propre vie politique, et cette tâche leur est facilitée en France par le régime que M. de Gaulle y a établi.

En Espagne : Alliance Syndicale ou instrument de l'impérialisme ?

L'article de Louzon dans la dernière « R.P. », nous a valu un courrier très abondant. Celui-ci comporte de nombreuses protestations, la conclusion de Louzon n'en a pas moins été approuvée par les camarades dirigeants de la C.N.T. et reproduit dans leur organe « l'Espoir ».

Nous ne pouvons absolument pas publier tout. Le numéro entier y suffirait à peine. Obligés de faire un choix, nous avons décidé de prendre dans chaque lettre ce qui concerne spécialement l'objet du litige, c'est-à-dire, la constitution en Espagne de l'Alliance Syndicale Ouvrière (A.S.O.). La méthode, certes, n'est pas parfaite. Et nous nous attendons à bien des récriminations. Mais nous n'avons pas le moyen d'agir autrement, d'autant mieux qu'en plus de ce sujet épineux, nous avons une abondante copie traitant des sujets les plus divers, copie dont une partie importante devra attendre un prochain numéro.

**

De D. TORE (Mexico) :

Approbation à Louzon

A toi, cher Louzon, mes félicitations pour ton dernier article qui a été vraiment loué et apprécié par la plupart des militants de la C.N.T. Le congrès lui-même a discuté assez longtemps au sujet de l'« A.S.O. », laquelle d'ailleurs n'était plus soutenue, même par les copains qui l'avaient créée. On a réussi à faire avorter ces tangentes malhonnêtes des Américains. Cela n'empêche pas qu'ils recommencent de nouveau, cette fois à Madrid, puisque, à Barcelone, paraît-il, ils ne trouvent plus aucun personnage qui voudrait les suivre.

Donc, c'est à Madrid, maintenant, qu'ils essaient de créer un nouveau comité national. Certainement avec le même argent et quelques-uns des mêmes personnages. De toutes façons, les copains espagnols ont bien compris le rôle que les Américains leur faisaient jouer. Je crois que dorénavant le peu de crédit qu'ils avaient dans le mouvement international sera complètement annulé et leurs agents ont été bien malmenés par la plupart des délégués.

**

De BUESO (Toulouse) :

Ce ne sont pas des égarés

J'ignore, camarade Louzon, à quelles sources tu a bu pour écrire tes appréciations sous le titre : « Le C.I.A. conduit le bal ».

Je laisserai aux camarades français le soin de juger ton opinion sur le C.I.A. et le socialisme français, mais tu me permettras de donner mon avis à propos de l'Espagne.

Comme il est naturel que tu ignores qui je suis, étant donné ma modeste personne, je te dirai que je suis un vieux militant confédéral de la C.N.T., sur la brèche dès avant même la fondation de celle-ci, en 1910, et que, en plus, j'ai gardé d'étroites relations avec les camarades confédéraux qui sont demeurés en Espagne après la fin de la guerre civile et qui maintiennent là-bas le feu sacré au péril même de leur liberté, souvent menacée.

Je dis cela pour que tu saches que j'ai de bonnes raisons pour être bien renseigné sur ce qui se passe dans mon pays. Et pour cela je puis te répondre :

Les camarades de la C.N.T. qui se sont donné pour tâche de constituer l'Alliance Syndicale Ouvrière en Espagne sont des vétérans de la lutte ; ils savent très bien ce qu'ils font et ne risquent pas de tomber dans le piège fantastique que tu inventes. Ce ne sont pas des égarés, comme tu le supposes gratuitement, mais des hommes

conscients de lutter contre Franco. Et il aurait été juste que, à côté de ce que tu avances, tu mentionnes que déjà plusieurs militants de cette Alliance sont emprisonnés, comme récompense pour « seconder » (selon tes paroles) les agents du C.I.A. qui, cela est clair, agissent pour le compte du gouvernement nord-américain, protecteur de Franco.

Il est curieux que, pendant que tu accuses l'A.S.O. d'être aux ordres de la C.I.A. américaine, d'autres individus l'accusent d'être une espèce d'agence de Moscou.

Comme il semble que tu ignores, je t'informe que depuis quatre ans il existe en France une Alliance Syndicale composée par la C.N.T., l'U.G.T. et la Solidarité des Ouvriers basques, cette dernière étant formée d'ouvriers basques catholiques dans leur majorité. Je précise ce point pour qu'on ne trouve pas trop étrange qu'il y ait aussi des catholiques au sein de l'Alliance espagnole.

**

De Gaston LEVAL (Paris) :

Une dictature ne doit pas remplacer l'autre

L'Alliance Syndicale Ouvrière, dont certains camarades tentent, en Espagne, la constitution, est, selon Louzon, un instrument inconscient du C.I.A. En a-t-il les preuves ? Si oui, qu'il les fournisse. Sinon, qu'il ne proteste pas si je le taxe d'irresponsabilité.

Que se passet-il ? Des hommes qui subissent le régime franquiste, qui souffrent sous sa dictature, désespèrent de le voir tomber d'une part, et d'autre part n'en peuvent plus de voir les leaders de ce qu'on appelle « l'émigration » ne rien faire de sérieux pour en hâter la fin. L'expérience d'un quart de siècle prouve que les différents secteurs (républicains, socialistes traditionnels, socialistes communistes, anarchistes ou cénétistes) sont incapables de se mettre d'accord. Les tentatives faites jusqu'à maintenant n'ont été que des simulacres où chacun a espéré exploiter à son profit la force des autres. Ce qui se fait officiellement n'est que manière à discourir des professionnels de la propagande. D'autre part, si Franco s'en va dans quelques mois ou quelques années, seule une force bien organisée existe : celle des communistes qui s'empareront dans une large mesure de la situation politique et sociale. Poussés par ces constatations, écoeurés par la comédie que ne cessent de jouer ceux pour qui l'antifranquisme n'a jamais été qu'un moyen d'existence, ces hommes se réunissent et tentent de constituer un rassemblement avec ce qui reste des forces coïncidentes pour le plus immédiat.

On peut discuter du bien-fondé de ce raisonnement, de l'à-propos de cette tentative. Moi-même, en février 1937, dans une conférence donnée à Barcelone, j'avais, devant l'immensité des périls que tout individu quelque peu attentif pouvait déceler, proposé de dissoudre la C.N.T. et l'U.G.T. pour constituer une seule centrale ouvrière. Il n'y avait pas de C.I.A. derrière moi. Aujourd'hui, dans une situation infiniment plus dramatique, d'autres vont plus loin. Cela s'explique, et il serait beaucoup plus utile et plus intelligent de montrer comment des situations désespérées engendrent des recherches de solution désespérées. C'est ainsi que pendant la guerre civile espagnole nous avons combattu dans le même camp que les catholiques, et côte à côte avec les curés basques, traditionnellement libéraux. C'est ainsi que, dans la lutte clandestine, ou dans les grèves de la Vizcaye ou de Catalogne, nos camarades se trouvent aussi côte à côte avec des antifranquistes

de provenances diverses, dont partie de la jeunesse chrétienne qui n'a rien à voir avec le catholicisme traditionnel. Car l'important est, d'abord, de se défaire du régime dictatorial ; ensuite de se prémunir contre une autre dictature, infiniment pire — n'en déplaise à ceux qui sont incapables de regarder en face toute la vérité — que la dictature actuelle.

**

De Roger HAGNAUER (Paris) :

Pour abattre Franco

Jamais Louzon n'avait, comme en son dernier article, attribué à la vénalité la plus sordide, l'expression d'une thèse exposée dans la « R.P. » S'il s'agit d'instruire un procès, on peut s'étonner que Louzon ne l'ait pas ouvert plus tôt et plus clairement, en posant nettement la question au noyau. C'est Louzon lui-même qui m'a fait connaître et apprécier le camarade en cause. On est parfaitement renseigné sur les moyens financiers de certaines institutions et publications — comme nous l'étions sur le financement de F.O. Monatte jugeait normal celui-ci, il l'a écrit dans la « R.P. », en souhaitant que F.O. devienne assez forte pour vivre par ses propres ressources.

En attendant, il fallait (il faut encore) lutter contre une propagande hier pro-russe, aujourd'hui pro-russe ou pro-chinoise, alimentée par des crédits d'une grandeur astronomique, auprès lesquels ceux dispersés par des institutions ou des services américains furent même dans le passé, et sont plus encore aujourd'hui, d'une ridicule médiocrité (je n'avance rien que je ne puis trouver — que l'on établisse seulement le budget mondial des affiches, tracts, journaux, publications, appareils dits communistes... et l'on verra qu'il dépasse celui de l'aide de l'U.R.S.S. et de la Chine aux pays sous-développés...). D'autre part, j'ai participé à de nombreuses manifestations des « Amis de la Liberté », du « Congrès pour la Liberté de la Culture ». Je suis loin d'en approuver toujours les principes et l'esprit. Mais j'affirme que nous avons pu rassembler ainsi une documentation (particulièrement sur les pays totalitaires) que nous n'aurions trouvée nulle part ailleurs. J'affirme aussi que nous avons entendu au cours de ces diverses manifestations, des thèses divergentes et contradictoires... et que si les Américains financent le front, il faut saluer leur générosité et leur libéralisme, car non seulement jamais ils n'ont orienté ces séances, mais encore ils n'ont pas empêché que l'on y donne audience aux plus lourdes critiques de la politique américaine. Ce n'est pas leur « servilité » américaine mais leur intellectualisme très français qui m'a éloigné de ces institutions.

Ce qui compte pour moi, c'est de savoir si l'on a le droit d'utiliser (sous certaines réserves et non sans discrimination) des moyens financiers offerts sans condition pour diffuser des idées que l'on juge saines, sans subir aucune contrainte, sans accepter aucune altération de sa pensée. Ce qui serait indigne, ce serait de servir ses patrons en exposant certaines idées dans une revue foncièrement honnête comme la nôtre, de monnayer ses reniements. Rien ne permet d'attribuer de tels mobiles aux camarades incriminés.

En Espagne, le phénomène est facilement explicable, par de sommaires rapprochements historiques. Lorsqu'un régime de dictature se maintient au delà d'une génération, il se produit fatalement une sorte de rupture entre les proscrits émigrés à l'étranger et les oppositions plus ou moins diffuses demeurées ou nées dans le pays. Lorsque Victor Hugo écrivait de Guernesey son fameux « Ultima Verba »... « et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là... », il disait déjà quatre ans après le coup d'Etat... « Si certains ont fléchi qu'on aurait crus plus fermes... » Le parti républicain reconstitué autour de Rochefort et de Gambetta, au temps de l'Empire libéral n'avait que des relations morales et abstraites avec les vétérans de 1848... Le mouvement ouvrier français, tel qu'il se reconstitua vers 1880 subit sans doute l'influence des Communards amnistiés, mais dix ans seulement s'étaient écoulés et l'opposition radicale reprenait les thèmes politiques de la Commune. Les différentes opposi-

tions anti-staliniennes se sont dispersées ou ont été liquidées sans que l'on puisse déceler leurs traces dans les processus « soviétiques ». Les émigrations italienne, allemande et autrichienne se sont-elles prolongées purement et simplement dans les gouvernements issus des capitulations de 1945 ?...

Il est normal qu'en 25 ans, des révoltes spontanées et des oppositions larvées soient nées en Espagne, sans que les révolutionnaires proscrits en soient même indirectement responsables. Il est également normal que les souvenirs de la guerre civile et les luttes internes de l'émigration (parfois byzantines) soient sans grand effet sur l'évolution actuelle. Il est encore normal que les Américains (par idéologie ou par intérêt) souhaitent un changement de régime politique. Intégrer l'Espagne à l'Occident impose comme préalable un régime libéral — mais la classe ouvrière espagnole profitera certainement d'une démocratisation même relative de l'Espagne — et naturellement le syndicalisme tel que la C.N.T. l'a représenté. Quelle est la tactique la plus efficace pour abattre Franco ? C'est la seule question que puisse poser aujourd'hui un syndicaliste ou un socialiste... en laissant à nos amis espagnols le soin de se déterminer librement.

**

De PADROS (Lyon) :

Des preuves !

Au moment où j'écris s'ouvre le Congrès de la C.N.T. à Montpellier. L'article du camarade Louzon a été reproduit par son organe « Espoir » de Toulouse. Je n'ai aucun doute qu'il l'a été dans le but d'influencer le Congrès lorsque viendra en discussion la question de l'Alliance Syndicale en Exil (A.S.E.) et de l'Alliance Syndicale Ouvrière (A.S.O.), cette dernière organisée en Espagne il y a plus d'un an et dont le camarade Mercier nous entretint dans un article de la « R.P. » du mois d'avril.

Si l'Alliance Syndicale conclue en exil entre la C.N.T. et l'U.G.T., trouva des opposants au sein de la C.N.T., il s'en trouve qui désirent ne constituer qu'une seule Alliance entre l'exil et l'intérieur. Moi-même j'avais pris position pour l'Alliance, mais dans le maintien de la C.N.T. Mais là n'est pas la question. Je suis ému en pensant à la portée du paragraphe de l'article du camarade Louzon lorsqu'il dit que la police secrète des Etats-Unis d'Amérique fait agir ses agents pour démolir la C.N.T. en la déshonorant, appuyés par des égarés de bonne foi.

Le camarade Louzon, que j'estime beaucoup, sait beaucoup de choses. Moi je ne lui demande pas de nous communiquer des secrets qu'il peut avoir par devers lui, mais lorsqu'on fait une accusation si grave qui touche si directement le mouvement ouvrier d'un pays comme l'Espagne dont une émigration de presque un million d'opposants au régime de Franco ne put ou ne sut faire ce que d'autres opposants d'autres pays firent pendant ce temps) il est tenu de dévoiler la trame de l'action policière américaine en signalant par des preuves quels en sont les agents qui veulent déshonorer notre C.N.T. et détourner la lutte ouvrière de ses buts d'émancipation du régime capitaliste. Autrement, Louzon ne fait que semer le doute entre les militants de notre centrale révolutionnaire qui, actuellement affaiblie par les discordes, la mort d'anciens militants et (il faut le dire) par la désertion et les positions d'embourgeoisement de certains autres, est incapable de jouer un rôle comme elle aurait pu le faire il y a vingt ans. A mon avis, l'entente entre les deux centrales classiques est indispensable pour gagner la confiance des travailleurs.

**

De Louis MERCIER (Paris) :

Sur quels indices ?

La « R.P. », tout au long de ses quarante années d'existence, s'est intéressée aux questions sociales d'Espagne plus qu'aucune autre revue française, si bien que nos lecteurs sont parmi les mieux informés.

Voilà que, si l'on suit Louzon (« R.P. » de juillet 65), il n'est plus besoin d'analyser les situations politico-sociales, pour comprendre ce qui provoque l'évolution des organisations ouvrières traditionnelles et la naissance de nouveaux courants. Il suffit de suivre les manœuvres de la C.I.A., laquelle « conduit le bal ».

Puis-je demander à Louzon, pour mon édification personnelle, mais aussi pour celle de nombreux militants espagnols et pour celle des abonnés de la « R.P. », de nous dire sur quelles informations, ou du moins sur quels indices, il fonde une opinion aussi nettement affirmée ?

Cette question vaut pour la complexe situation espagnole, mais sans doute peut-elle être posée aussi pour la conjoncture politique française.

D'avance, merci.

**

De Helmut Rüdiger (de la S.A.C. suédoise) :

L'ASO n'a conduit qu'à de nouvelles divisions.

Il existe dans le mouvement ouvrier espagnol le désir déjà ancien de l'unité syndicale, désir qui a trouvé jusqu'à présent son expression dans diverses « alliances » syndicales entre centrales indépendantes. Les nécessités de la lutte anti-franquiste ont renforcé ces souhaits d'action commune entre les forces ouvrières non totalitaires. Mais dans la situation actuelle il n'existe aucune possibilité, et il n'est pas souhaitable de créer une nouvelle centrale unitaire, ainsi que le prétend l'ASO.

L'article de Mercier déforme les proportions en présentant l'ASO comme un fait central et objectif, fondamental et naturel du mouvement ouvrier espagnol actuel. Il en va autrement. L'ASO est une forme particulière de l'alliance « sans initiales » que patronne la Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux (FIOM — organisation adhérant à la CISL). On prétend créer une nouvelle section espagnole de la CISL, en mettant à profit en partie le langage et le dynamisme des militants confédéraux et en appelant les nouvelles générations, mais en supprimant définitivement le mouvement anarcho-syndicaliste espagnol qui a tant donné du fil à retordre aux socialistes et aux communistes dans le monde.

Lors du procès contre nos camarades Francisco Galle, Cases et Pascual (été 1964), ceux-ci soulignèrent fermement qu'ils voulaient sauver l'esprit de la CNT (les trois sont des libertaires convaincus), mais le principal avocat, un professeur chrétien de Séville, déclara ouvertement que le but des accusés était la création d'une nouvelle centrale adhérant à la CISL, sans plus.

Il n'est pas exact que la conception de l'ASO soit combattue seulement dans l'émigration CNTiste. En réalité, la tactique de l'ASO est celle d'une seule régionale de la CNT, avec peut-être des ramifications plutôt individuelles dans d'autres. Au sein de plusieurs régions espagnoles importantes, où les militants ne désirent pas non plus se soumettre à la direction de l'exil, il existe des alliances d'un autre type, « avec initiales », dans lesquelles les centrales alliées conservent leur personnalité.

Dire qu'il existe dans la CNT « une certaine réticence » envers l'idée de transformer immédiatement l'alliance en une nouvelle centrale unitaire, est le moins que l'on puisse avancer. En réalité, c'est un comité supérieur qui tente d'imposer cette idée — probablement minoritaire — à l'organisation nationale qui n'a pas été consultée au préalable. Il me faut déclarer que les militants partisans de l'ASO — que je connais bien —, sont d'excellents libertaires dont on ne peut douter de la sincérité ; mais je ne puis soutenir leur tactique.

La Fédération des métallurgistes d'une certaine région espagnole s'est constituée à la demande de la FIOM (Genève), laquelle souhaitait l'affiliation en pleine clandestinité, sans que les militants, et moins encore les ouvriers, pussent discuter du pro-

blème de l'affiliation internationale. De cette manière, une fraction de la CNT consentit un accord international dans une forme qui était en pleine contradiction avec les normes de l'organisation confédérale. Pour les militants modernes de l'UGT, amis de la FIOM, ce fut un « coup » couronné de succès. Dans les centres étrangers de la FIOM il est déjà proclamé avec profonde satisfaction que les « initiales » de la CNT ont disparu. Celles de l'UGT aussi, sans doute ; mais la nouvelle centrale unique ne sera pas autre chose qu'une nouvelle UGT moderne qui sera finalement la section espagnole de la CISL.

Louis Mercier, qui se sent solidaire des libertaires espagnols, déclare qu'il n'est pas trop tard pour se mettre à la disposition des militants libertaires en Espagne. Il a raison. Mais dans le cas où la tactique de l'autoliquidation de la CNT ferait des progrès, le jour où il sera trop tard arrivera rapidement. Dès aujourd'hui, on peut affirmer que la tactique de l'ASO qui prétend vouloir l'unification de toute la classe ouvrière espagnole, a conduit à de nouvelles divisions dans le mouvement confédéral.

Je suis entièrement d'accord avec Mercier quand il dit que la tradition libertaire n'est pas une question de cachets. Il s'agit de façons d'être et de penser, d'agir et de lutter, il s'agit de formes d'organisation et — j'ajoute — d'une vision sociale opposée aux conceptions autoritaires. Je sais aussi que les libertaires partisans de l'ASO s'imaginent pouvoir « absorber » les éléments autoritaires. Ils se trompent entièrement ; ils ne voient pas la situation internationale des forces syndicales, ni comprennent ce que signifie le contrôle des « grandes puissances » syndicales étrangères sur l'Espagne.

La brochure « Nuestras raices », citée par Mercier, — anonyme et publiée à Perpignan —, tente de réduire et même de nier la signification des différences entre autoritaires et libertaires. Il s'agit d'une grande erreur du bakouniste Fanelli et d'une petite erreur de Lafargue, rien d'autre. Un siècle de discussions idéologiques sans motif plus profond. Les auteurs inconnus considèrent la nouvelle centrale unitaire comme un fait : la classe ouvrière espagnole « ne se divisera plus volontairement » écrivent-ils. Cette révision de l'histoire au service d'une unité circonstancielle est catastrophique.

Il y a plus. Les auteurs anonymes de la brochure assurent que l'ASO « compte sur la présence de puissantes forces syndicales, la CISL et la CISC, avec des millions de membres dans le monde », ce qui est possible, et sur les amitiés des syndicalistes libertaires, « et notamment la SAC suédoise », ce qui n'est pas vrai.

Les syndicalistes libertaires suédois voient avec sympathie toute forme de collaboration entre ouvriers espagnols non-totalitaires et en ce sens ils ont fait connaître les activités de l'ASO, mais jamais ils se sont identifiés à l'ASO ni avec la tactique du suicide libertaire en Espagne. Au contraire. La SAC se solidarise avec les militants confédéraux qui désirent conserver, sauver et renforcer la CNT. Nous souhaitons évidemment une CNT non exclusiviste, disposée au dialogue, partisane de la coopération avec d'autres forces ouvrières — c'est autre chose. De plus, nous acceptons toute décision démocratique et fédéraliste que les militants de la CNT pourront prendre librement après la chute du régime actuel. Avant, il n'est pas possible de décréter la fin de la CNT, mais nous espérons que ce ne sera pas plus le cas après, même s'il est nécessaire de trouver des formes de libre collaboration ouvrière, inconnues jusqu'à présent, pour sauver le patrimoine ouvrier aujourd'hui administré par les « syndicats » verticaux.

Je crois qu'il eût été opportun de ne pas ouvrir cette discussion publiquement dans le moment actuel. Il eût été préférable d'agir pour fixer des positions claires au sein du mouvement, d'abord. Mais l'article de l'ami Mercier m'y a obligé.

LE C.I.A. CONDUIT-IL VRAIMENT LE BAL ?

« Le C.I.A. conduit le bal ! », dit Louzon dans la dernière « R.P. ». Cela me fait tiquer. Le C.I.A. conduit-il vraiment le bal ?

Mais c'est évident, dira-t-on. « Avec tout l'argent qu'ils ont ! » Pardon. Je demande une preuve, au moins un élément qui mette sur la piste d'une preuve... Je précise : Je demande une preuve relative à la partie de l'article de Louzon qui concerne la France, une preuve que ce seraient les services secrets américains qui auraient voulu, en France, une « Fédération démocrate socialiste ».

De tous temps, et dans les divers camps, de braves gens ont eu la grâce d'avoir à leur disposition de « mauvais génies » universels : qui, répondant à toutes les difficultés, les dispensaient des pénibles devoirs d'examen et de réflexion : « le diable », « les Jésuites », « les Francs-Maçons », « les anarchistes », « l'Intelligence service ». Dans les années 70, partout où éclatait une grève, c'était « les millions de l'Internationale ».

Nous n'allons pas donner là dedans !

Il est bien certain qu'un événement politique important ne se prépare pas quelque part sans que de nombreuses organisations s'y intéressent : non seulement les Jésuites, mais le haut clergé séculier, et le Grand Orient, et la Grande Loge, et les services russes, anglais, américains, sans parler de la « main de l'Allemagne », dont il n'est pas exclu que j'entende encore dire un mot avant de vous dire à tous Bonsoir. Mais la multiplicité même des éléments que je viens de dire prouve qu'il n'en est pas un qui domine les autres, pas un qui fasse la politique mondiale, et notamment la politique des partis français.

On me dira : « Mais Defferre est allé à Washington ! »

— La belle affaire ! Il n'y est d'ailleurs allé qu'après avoir fait savoir qu'il entendait être candidat.

— Il aurait eu, pour sa campagne, de l'argent américain.

— C'est probable. Et après ?

Ce que je voudrais qu'on me montre, c'est que c'est le C.I.A. qui aurait mis dans la tête de Defferre deux idées que ce citoyen n'aurait pas pu concevoir lui-même, à savoir :

1) Que la réélection de de Gaulle n'est pas souhaitable ;

2) Que pour battre de Gaulle électoralement, il faudrait réunir contre lui beaucoup de voix, énormément de voix, plus de voix qu'aucun des partis existants n'en peut avoir, puisque, dans sa candeur, le peuple français a accepté le tout à fait déplorable mode d'élection que l'on sait.

A BAS LE PLEBISCITE !

Je viens de dire que la désignation du souverain par le suffrage universel direct est une mauvaise chose. J'ai l'impression que la R.P. n'a jamais examiné le point.

Comblons cette lacune.

Il faut prendre un peu de champ.

Les Russes — ils ne disent pas, toujours, que des sottises — distinguent « agitation » et « propagande » :

L'*agitation*, c'est l'exposé d'un petit nombre d'idées à un grand nombre de personnes, disent-ils.

la *propagande* est l'exposé d'un grand nombre d'idées à un petit nombre de personnes.

Les *députés*, issus du suffrage universel direct, sont fils de l'*agitation*.

Les *sénateurs*, au temps de la République, issus du suffrage universel au deuxième degré, représentaient, on peut le dire, le résultat de *propagandes* diverses, exercées de façon continue sur un petit nombre de gens avertis des choses politiques.

Pour faire un député, quinze jours de campagne

suffisent, sur un motif passionnel habilement trouvé.

Pour devenir sénateur il fallait bien quinze ans d'attention et de soin.

Or, la politique, c'est difficile. Ça ne demande pas une émotion passagère ; ça demande une attention constante. D'ailleurs, la politique, ce n'est pas le fait de tout le monde. Quantité de gens nous disent « Je n'y comprends rien ». (Et on s'en rend bien compte.) En vérité, la politique est le fait d'un *petit nombre* de gens. Il est indispensable que le suffrage général et direct ait sa place dans l'Etat ; mais il ne serait pas bon que tous les pouvoirs de l'Etat procèdent de lui.

Sous la III^e République le suffrage direct donnait des Chambres diverses, voire contradictoires, tantôt à gauche, tantôt à droite, tantôt « Bloc national », tantôt « Cartel ». Le Sénat, lui, restait semblable à lui-même, conservateur de la République, — République bourgeoise, bien sûr, mais républicaine quand même ; il n'hésitait pas, par exemple, en renversant un cabinet Poincaré à stopper les vellétés droitières excessives d'une « Chambre Bleu horizon ».

De nos jours encore — il y a deux ans — bien que la quatrième République leur ait sottement enlevé tout pouvoir réel, les élus du deuxième degré ont été les seuls à s'élever, un peu, contre une modification bonapartiste de la Constitution. D'où la « rogne » de de Gaulle contre leur assemblée en général, et leur président (Monnerville) de façon toute particulière.

Quant au Président, au temps de la République, il était élu par les membres des deux Chambres réunies. C'est dire qu'il provenait du suffrage universel, mais de façon très indirecte : au troisième degré avec les sénateurs, au deuxième avec les députés. Or qui a dit, sous la III^e, que la Présidence était ce qui n'allait pas dans l'Etat ? Personne. Ni à gauche ni à droite. Nul ne s'est jamais vraiment plaint d'elle. On se contentait de s'en moquer un peu. « *Il y a deux organes qui ne servent à rien, la prostate et le président de la république* », disait Clemenceau en un temps où il présentait la double qualité de sortir des mains du chirurgien et de n'être pas encore candidat à l'Élysée. Or s'il est vrai que l'individu peut vivre sans l'organe en question (Clemenceau l'a démontré splendidement), il n'est pas moins vrai que l'organe est indispensable à la survie de l'espèce... De même, peut-être, la Présidence avait-elle, elle aussi, une certaine utilité voilée, mais réelle, en assurant une certaine continuité dans les très grandes affaires.

Or, de toute évidence c'est grâce au suffrage très indirect que ce petit pouvoir présidentiel est resté très effacé. Le dit suffrage, en effet, a éliminé systématiquement les candidats très brillants et populaires, comme Clemenceau, « Père la Victoire », juste après la guerre, et Briand en 1932. Ceux-là, le suffrage direct les aurait certainement acceptés, comme il l'avait fait pour les deux Bonaparte, et comme il devait le faire pour Pétain (on peut bien dire qu'il a été plébiscité) et de Gaulle, ce dernier plébiscité deux fois, en 44 et en 58.

Et, l'on peut en être assuré, si ce dernier — de Gaulle — a décidé, il y a deux ans, de changer le mode d'élection du Président, c'est qu'il sentait qu'avec un collège composé d'élus, il y avait pour lui échec possible. Au contraire, avec tous les hommes ignorants de la politique, et les femmes (et la télévision !), l'affaire lui paraît « dans le sac ». Non à tort. Et, comme Napoléon, il pourra dire aux parlementaires si, par hasard, il s'en trouve un jour qui murmurent : « Vous n'êtes que les députés des départements. Je suis l'élu de la nation ! »

UNE SITUATION TOUTE NOUVELLE

On me dira : « Mais, l'élection du Président au suffrage direct, on en a l'expérience. Ça a fonctionné, par exemple, dans la République allemande, entre les deux guerres.

— Bon. Mais, premièrement, la République de Weimar n'a pas donné un bon résultat (sans que le mode d'élection du président ait contribué beaucoup à ce malheur). Ensuite cette république avait un président genre III^e République française, un président régnant, mais ne gouvernant pas. Il s'agit aujourd'hui d'une toute autre chose. Il s'agit de désigner un *chef de la politique*, en France, pour sept ans. Pour sept ans ! C'est énorme ! Nulle part au monde cela n'existe. (Sous la deuxième République, le mandat était de deux ans. Le pauvre Portugal, qui a beaucoup copié la France, a adopté le septennat. Mais le Président n'y est rien. Savez-vous le nom de celui qu'on vient d'élire ? Tout le pouvoir est à Salazar.)

Ici une remarque s'impose. Le référendum d'il y a deux ans demandait au peuple s'il voulait l'élection « au suffrage universel ». La proposition d'une modification de cette importance à la Constitution aurait dû être accompagnée d'un texte déterminant les conséquences de la modification : Quelle sera, dès lors, la durée du mandat ? Y aura-t-il rééligibilité ? Comment se fera l'élection : un tour ? Deux tours ? Rien de cela n'a été demandé au peuple. Il a une fois de plus voté, comme on dit, et c'est bien dit, « la confiance dans la nuit ».

Aujourd'hui on nous révèle qu'il y aura deux tours, à une semaine d'intervalle. Sept jours, pour une élection dans le cadre français entier, c'est évidemment beaucoup trop peu.

Cela exige que les déterminations des candidats, donc des partis qui présentent les candidats, soient prises dès avant le premier tour.

L'intervalle de quinze jours entre les tours de scrutin, qui a été de règle, en France, sous la III^e

République, a favorisé la multiplication des partis politiques. (Laquelle n'est pas un mal en elle-même ; elle permet de préciser la *pensée* — si ce n'est trop dire — des divers groupes.) La réduction de cet intervalle, surtout pour une élection à l'échelon maximum, doit amener une grande diminution du nombre des formations politiques (donc une précision moindre dans les doctrines).

A vrai dire, la situation faite aux Français est unique. Aux U.S.A. il y a un Président chef de la politique, c'est vrai, et élu pratiquement au suffrage universel ; c'est encore vrai. Mais il n'est élu que pour quatre ans. Et surtout il a à côté de lui un parlement vigilant, et actif dans tous les domaines, même en politique étrangère, chose inimaginable dans la France gaullienne.

Cependant c'est encore du système présidentiel américain que le régime actuel de la France, la Cinquième bis, se rapproche le plus. Il n'est donc pas très étonnant que les formations politiques françaises tendent à prendre une forme se rapprochant des formations américaines. « *La fonction crée l'organe.* » Si la proposition est à peu près injustifiable en biologie (un animal ne peut remplir que des fonctions pour lesquelles il a des organes), elle trouve sa vérification en matière politique. Car on peut demander à une collectivité humaine de remplir des fonctions nouvelles. Et c'est précisément à quoi le scrutin de Décembre appelle les Français. Si (mais c'est très douteux) un scrutin de type américain persiste en France, entre dans les mœurs, on aura en France des formations politiques de type américain.

J. PERA.

LA GRÈVE GÉNÉRALE EN GRÈCE

Malgré les tentatives étatiques d'intégration des syndicats, malgré les efforts de noyautage des communistes, malgré la servilité des pseudo-syndicalistes au service du patronat, les ouvriers de l'industrie ont participé avec passion, aux côtés des étudiants, à la lutte politique et sociale qui s'est déclenchée le 14 juillet dernier, mais qui couvrait déjà depuis six mois.

On n'avait pas vu une telle combativité prolétarienne depuis vingt ans. La direction confédérale d'Athènes a dû décider la grève générale pour le 27 juillet. Les causes du mouvement étaient essentiellement économiques, mais les militants ouvriers ne pouvaient rester indifférents alors que la liberté de leurs organisations était en jeu, dont dépend leur niveau de vie et la sécurité de leur emploi.

Les syndicats sont satisfaits de la participation ouvrière à cette grève. Voici la statistique publiée par eux pour les principales corporations : Métallurgie 100 % ; dockers 100 % ; bâtiment 100 % ; électricité 90 % ; Transports 100 % ; acier 100 % ; bois 95 % ; tabac 80 % ; imprimerie 100 %.

Dans plusieurs villes, notamment en Crète, les artisans ont participé au mouvement et ont fermé leurs échoppes. Pour la jeunesse ouvrière, cette grève, qui passa comme une tornade, a été l'apprentissage de l'action directe.

Les dirigeants de certaines organisations paternalistes squelettiques ont contesté la « légalité syndicale » du mouvement et ont demandé le remplacement immédiat de la direction confédérale en arguant qu'elle avait déclenché une grève politique en violation des statuts de l'Internationale des Syndicats libres. Or, ces statuts s'opposent simplement à des actions politiques en liaison avec la F.S.M., l'Internationale d'obédience russe. D'ailleurs, les syndicats d'Allemagne de l'Ouest se sont déjà solidarisés avec l'action défensive des libertés ouvrières déclenchée par la Centrale grecque.

Par ailleurs, quelques directions fédérales réactionnaires, qui se sont maintenues en n'appliquant

pas la loi sur le renouvellement des directions, et qui sont allées jusqu'à exclure des syndicats majoritaires, ont pris position contre la grève. Mais les ouvriers de toutes les tendances ont compris le danger qu'il y aurait à laisser, sans réagir, le régime mettre en danger les libertés ouvrières en donnant le pouvoir au représentant des banques et des militaires.

Les communistes, après quelques hésitations, ont participé au mouvement, mais n'en ont pas eu la direction.

Aussi l'Internationale des Syndicats libres ferait-elle bien de ne pas écouter les contestations des soi-disant syndicalistes, auxiliaires du parasitisme social, et qui agitent l'épouvantail communiste pour sauvegarder les privilèges de la réaction.

J.C.

Qu'est-ce que l'Union des syndicalistes ?

C'est le lieu de rencontre des militants syndicalistes — *quelle que soit la centrale à laquelle ils appartiennent* — pour étudier en commun les problèmes ouvriers d'aujourd'hui, élaborer ensemble des solutions possibles, les préconiser dans les organisations où ils se trouvent.

Des nuances, des divergences peuvent les séparer ; mais, sur la base générale de la *Charte d'Amiens*, ils se trouvent unis par la vieille et toujours actuelle trilogie du mouvement syndical : — INDEPENDANCE à l'égard des partis, des Eglises, des gouvernements, des Etats ; — LUTTE DE CLASSE ; — INTERNATIONALISME pratique.

Pour être adhérent de l'Union des Syndicalistes, il faut avoir une carte à 2 F et six inscriptions annuelles à 2 F chacune (au siège : 21, rue Jean-Robert, Paris (18^e), C.C.P. Robert Marcheti, n° 7473-08, Paris).

De jeunes militants défendent les principes

Il y a déjà deux mois passés que s'est tenu le congrès annuel du Syndicat National des Instituteurs. C'était devenu une tradition pour la « R.P. » que d'en donner un compte rendu détaillé ; ce qui n'excluait pas les commentaires. Ceux-ci suscitaient, au moins depuis quelques années, et sur une étendue au moins égale, l'expression d'une opinion différente, sinon opposée. Cette année, le congrès a eu lieu à Paris, au milieu de juillet, en raison de la division du pays scolaire en deux zones et des dates différentes de commencement des vacances. Ainsi, la « R.P. » de juillet se mettait en pages pendant les journées mêmes du congrès. Un compte rendu complet en semblerait aujourd'hui bien tardif. Pourtant, il n'est pas possible de ne rien dire de cet événement marquant de l'année syndicale. Nous essaierons donc ici d'en dégager les traits principaux. Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, que l'opposition, ou les oppositions, n'auront pas le droit de se manifester.

Qu'il ne soit pas possible de passer sous silence ce congrès des instituteurs, nous en avons déjà donné les raisons. Le S.N.I. est un exemple unique en France d'un syndicat de masse ayant conservé son unité corporative, groupant dans ses rangs la grande majorité du personnel enseignant du premier degré, ou rattaché au premier degré, et recueillant dans les élections professionnelles plus de 80 % des suffrages. Cette position exceptionnelle est d'autant plus impressionnante que, comme l'a encore dit à ce dernier congrès le camarade **Pierre Desvalois**, secrétaire général de l'organisation, « il n'existe pas de preuve contraire ». Il voulait dire par là qu'on ne peut citer une autre organisation syndicale française, appliquant des principes différents de démocratie interne — notamment la liberté d'expression et d'organisation des tendances — et qui puisse néanmoins se targuer d'une unité et d'une efficacité égales.

Deux points importants doivent être mis en évidence dans le congrès de cette année : premièrement, le rôle qu'à joué le S.N.I. dans l'échec de la tentative de « fédération » de Gaston Deferre ; deuxièmement, l'entrée en scène, au premier plan, comme porte-parole de la tendance majoritaire, de jeunes militants, défenseurs talentueux de ce que j'appellerais « les vieux principes », mais qu'il vaut mieux peut-être appeler, selon une de ces expressions que les dirigeants des instituteurs aiment bien, les principes sans lesquels « le S.N.I. ne serait plus le S.N.I. »

Il ne serait d'ailleurs pas juste de dire que le syndicat des instituteurs a fait échouer « la fédération ». On pourrait alors lui reprocher, non sans quelque raison, d'être intervenu dans un domaine qui n'est pas le sien. La vérité, c'est qu'il a fait échouer la propension, délibérément manifestée par les promoteurs de « la fédération », de disposer, sans lui, du sort du S.N.I. (autre expression de Desvalois dans son discours liminaire). Il n'existe déjà plus beaucoup de défenseurs effectifs de la laïcité dans ce pays. Voudriez-vous encore demander aux instituteurs — et qui plus est, aux instituteurs syndiqués — d'accepter de « mettre la laïcité au réfrigérateur » ? Desvalois n'a pas eu de mal à faire applaudir, par le congrès debout, sa formule : « la laïcité est la pierre angulaire de la république ».

Il est de bon ton, chez « les modernistes », de se moquer de telles formules qui rappellent celles de la troisième république. Sont-ils bien sûrs, ces prétendus « réformateurs », de n'être pas des « réactionnaires » par rapport à la troisième république ? Le débat sur la laïcité a toujours besoin d'être repris. Rappelons déjà que laïcité veut dire liberté et tolérance, que « le sectarisme » est tout entier de l'autre bord, et crions qu'il est proprement scandaleux et d'un autre âge de subventionner, par des fonds publics, les écoles catholiques, car c'est de cela qu'il s'agit et non d'autre chose, c'est-à-dire de reconnaître, de la façon la plus sonnante, dans cette république dégénérée, une église officielle.

Qu'on me permette d'ouvrir tout de suite une parenthèse pour qu'on ne se méprenne point sur ma position personnelle. Cette fermeté dans la défense laïque qui est inséparable, en effet, de la pensée et de l'action syndicalistes, n'entraîne nullement une position de retrait sectaire par rapport à la C.F.D.T. Je sais que ce que je dis là va provoquer des mouvements divers. C'est pour cela que je le dis.

Depuis la déconfectionnalisation de son sigle, la C.F.D.T. est, formellement, une centrale laïque. J'attends que l'on me jette dans les jambes ce « formellement » que je viens d'écrire. Mais il n'y a pas que la C.F.D.T. qui ne soit laïque que « formellement » ! La laïcisation formelle de cette centrale doit être considérée comme une victoire de nos principes, et sa laïcisation réelle dépend aussi de l'attitude de fraternité et d'unité que nous saurons adopter envers les travailleurs qu'elle rassemble.

Pour la pratique de l'unité d'action comme pour la doctrine de l'unité syndicale, ce que l'on propose — ou ce que l'on oppose — à la C.F.D.T. ne doit pas être différent de ce que l'on propose, ou de ce que l'on oppose, aux autres centrales. Par exemple, pour ce qui est des fondements de l'unité syndicale : charte d'Amiens, indépendance (qui implique le refus d'intégration dans l'Etat, quel que soit cet Etat), non cumul des fonctions politiques et des responsabilités syndicales. Cela est nécessaire, et sans doute suffisant, à l'égard de la C.F.D.T. ou d'autres. Il est même loin d'être prouvé que c'est de ce côté-là que les obstacles sont les plus grands.

Quant à la pratique de l'unité d'action, je ne me fais pas de mauvais sang : si l'on veut justement réaliser le « tous ensemble », il n'est pas possible d'agir comme si la C.F.D.T. n'existait pas. Les grands mouvements dont on fait, à juste titre, grand cas : grève des mineurs de 1963, grève générale du 11 décembre 1964, n'ont pu prendre leur forme qu'avec ce qui est aujourd'hui la C.F.D.T.

Maintenant, on dira sans doute que je suis tombé dans un bénitier ! Qu'on dise ce qu'on voudra...

Revenons donc à la discussion du congrès des instituteurs. Ce n'est pas seulement sur le chapitre de la laïcité que certains promoteurs de « la fédération » se sont montrés réactionnaires. Ils ont voulu englober les syndicats dans leur contrat,

amorcer un prétendu « travaillisme » auquel — comme l'a dit Desvalois — ne manquaient que les travailleurs. Bien entendu, ces « réformateurs » veulent à toute fin que l'autonomie des syndicats soit chose « dépassée ». Tous les hommes qui sont au pouvoir et ceux qui aspirent à y être, l'affirment. Tu parles ! Il suffit de regarder autour de soi, et pas en France seulement, pour voir à quel point ce « dépassement » est difficile. Et ce n'est pas fini ! Il y a même des pays où ça ne fait que commencer...

Desvalois a dit que, dans ces voies tortueuses d'un « travaillisme » modèle 65, on n'avait rencontré presque uniquement que des militants de la C.F.D.T. Je n'ai pas dit qu'il fallait les manquer ! En tout cas, les promoteurs de « la fédération » ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur échec. Même si, dans ce congrès, le leader de la tendance communiste a pu déclarer avec une satisfaction évidente : « L'échec de la fédération est un titre de gloire pour notre syndicat ». C'était son affaire de dire cela. Mais, si gloire il y a, c'est seulement celle d'avoir défendu les principes du syndicalisme. Vous pouvez les dépasser cent fois, messieurs ; vous n'avez pas fini d'être étonnés de les retrouver devant vous !

Puisque nous avons rencontré la tendance communiste du syndicat des instituteurs, continuons de l'observer au cours de ce congrès. Cette année, elle vote le rapport moral, et il est même difficile à la majorité de se défaire de ses embrassements. Tous ceux qui parlent au nom de cette tendance voudraient une seule motion d'orientation, même en prenant pour base le texte majoritaire, comme le propose le délégué de la section du Calvados, l'une des sections départementales dirigées par le courant appelé ici « ex-cégétiste ». Les porte-parole de la majorité tiennent, au contraire, à mettre en évidence au moins deux points de désaccord : il s'agit de l'orientation de l'action corporative, puis de l'unité syndicale.

La tendance communiste préconisait, l'an passé encore, les actions particulières à l'enseignement, et même les actions catégorielles. Ainsi, elle emboîtait le pas à la direction générale de la C.G.T. qui n'était pas très ardente à soutenir les actions d'ensemble. C'est à celles-ci, au contraire, que la majorité du S.N.I. donnait la priorité ; elle mettait en avant les revendications qui unissent la fonction publique, et celle-ci à l'ensemble de la classe ouvrière. En votant le rapport moral, disent les orateurs de la majorité, vous approuvez en fait une orientation contraire à celle que vous préconisiez. **James Marangé**, le secrétaire corporatif, a montré que l'affirmation selon laquelle « les actions partielles préparent l'action d'ensemble » a été souvent contredite par les faits. Ainsi, l'action catégorielle soutenue par la C.G.T. dans les chemins de fer, après la grève générale du 11 décembre, a sa part de responsabilité dans l'affaiblissement de l'action d'ensemble constatée au cours des journées des 27 et 28 janvier suivant.

Sur l'unité syndicale, le leader de la tendance communiste (il s'appelle **Sorel**) voudrait démontrer que le dernier congrès de la C.G.T. a fait une ouverture dans cette voie. Il s'appuie sur le passage du rapport de **Léon Mauvais** qui reconnaît explicitement l'existence de « courants de pensée » dans la classe ouvrière (ce même passage que nous soumettait, dans le précédent numéro de la « R.P. », notre ami **Ravachol**, du Livre de Saint-Etienne). Mais, plutôt que sur ces déclarations de bonnes intentions, **Desvalois** insista sur « les silences »... les silences persistants sur les bases d'une réunification durable, sur les garanties qui rendraient possible une activité commune.

Il n'accepta pas davantage, comme preuve d'accord parfait, la déclaration de **Boullu**, vieux militant de la tendance communiste de l'Isère. Celui-ci, après « une approbation chaleureuse » du rapport moral, avait bien voulu définir l'action syndicale comme « l'école élémentaire » du militant. C'est donc, dit Desvalois, qu'il y aurait une « école supérieure »...

Il n'est pas besoin de rappeler dans ces colonnes que le syndicat des instituteurs connaît une troisième tendance, officiellement reconnue et s'exprimant comme telle dans les congrès, celle de « l'École Emancipée ». Dans la mesure où elle représente encore ce qui reste de l'ancienne Fédération unitaire de l'enseignement, elle est même plus vieille que le syndicat lui-même.

L'an passé, à Lille, les deux représentants de cette tendance au Bureau National avaient démissionné en justifiant ce retrait par le refus de participer en quoi que ce soit aux commissions installées par le nouveau régime d'Etat où nos délégués, disaient-ils, lui servent de caution. C'est encore le fond de son opposition cette année. Mais il m'a semblé qu'elle adoptait un ton quelque peu désabusé. Son leader, le camarade **Duthel**, pourtant orateur remarquable, a paru à certains manquer de sa chaleur et de sa conviction habituelles. A moi, notamment. Le porte-parole de la majorité dans le débat d'orientation a dit que l'analyse que **Duthel** avait faite du « gaullisme » était superficielle. Je ne suis même pas sûr qu'elle soit exacte. Mais **Duthel** insista justement sur la sauvegarde des syndicats comme force autonome des travailleurs. **Bossut**, de la Seine, demanda instamment aux dirigeants syndicaux de faire « le geste que nous attendons », c'est-à-dire le refus de toute participation aux organismes du V^e Plan. **Desachy**, de l'Oise, eut le mérite, dans le débat corporatif, de parler un peu du « salaire binome », revendication d'une nouvelle structure générale des salaires que nous avons déjà exposée dans nos colonnes et qui vaut au moins autre chose que le silence qu'on fait sur elle dans ces assises syndicales. **Desachy** eut raison aussi de rappeler devant le congrès une déclaration de **Denis Forestier** à l'assemblée générale du M.S.U.D. (Pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique), déclaration que nous avons nous-mêmes entendue et que voici : « En acceptant la hiérarchie des salaires... nous nous sommes adaptés à la conception corporatiste de la société ».

Rolande De Paepe, de la Seine, déposa une motion contre l'intervention des Etats-Unis à Saint-Domingue et au Vietnam et demandant au S.N.I. de proposer aux centrales syndicales l'organisation d'une manifestation centrale de solidarité avec les peuples de ces deux pays. Cette militante fait preuve d'une belle fermeté dans ses interventions. Quand elle eut parlé « du bloc... dit socialiste », elle attendit le front haut la vague de réprobation, laquelle fut d'ailleurs assez limitée. Ce ne fut pas cette motion que le congrès adopta finalement ; il vota une résolution générale de défense de la paix, préconisant des « négociations, partout et toujours ».

Il faut donner toute sa valeur au fait que, dans ce congrès, de jeunes militants accèdent à la tribune aux places d'honneur. Car il y a des places d'honneur. La tradition veut qu'à la fin de la discussion du rapport moral, les leaders des trois tendances parlent avant la réponse du secrétaire général. Et le scénario se renouvelle avant le vote des motions d'orientation. Déjà l'an dernier, à Lille, la majorité syndicale avait mis en avant deux jeunes. Cette année, ce furent deux autres jeunes, et non moins éloquents à défendre les

principes. La direction du S.N.I. doit être félicitée d'assurer ainsi la relève. Sur le rapport moral, ce fut un jeune militant des Vosges qui fut le porte-parole de la majorité. Dans le débat d'orientation, l'orateur de la tendance majoritaire — il s'appelle, je crois, **Delin** — eut d'excellentes formules sur « le syndicalisme comme force autonome, spécifique des travailleurs ; ni courroie de transmission, ni force d'appoint pour les partis qui sont au pouvoir ou pour ceux qui aspirent à y parvenir ». « Notre syndicalisme n'a pas de frontières, s'écria-t-il. A ce titre, il s'intéresse aussi à la situation du syndicalisme dans les pays de l'Est et dans ceux du tiers-monde ; il est contre la politique d'armements — nucléaires ou non — à tout moment et dans tous les pays. »

★

A mettre en évidence aussi : l'intervention du délégué de la Haute-Garonne sur la **réforme de l'enseignement**. On pense bien que cette question demeura au centre des débats du congrès. Ce fut une condamnation générale du « plan Fouchet », plan de technocrates qui ne voient dans la réforme de l'enseignement qu'une annexe de leur programme économique, « un investissement comme un autre » a dit Duthel. Loin de réaliser « l'égalisation des chances » pour tous les enfants, la réforme organise la ségrégation sociale. A propos des Collèges d'Enseignement Secondaire, une des pièces maîtresses de la réforme gaulliste, qui « compartimente » les élèves sous prétexte de les « orienter », Desvalois avait dit : « ce ne sont pas les mêmes murs que nous demandons, ce sont les mêmes classes et les mêmes maîtres ».

Que cette réforme soit cohérente, jaillie du plus lucide esprit de classe (ce qui est peut-être prêter à nos adversaires une intelligence qu'ils n'ont pas), ou bien qu'on l'estime pleine d'incohérences, on doit regretter que la Fédération de l'Education Nationale n'ait pas élaboré, elle, une réforme cohérente, de l'école maternelle à la faculté, et qu'elle ne l'ait pas fait connaître publiquement et largement.

Avant de terminer ce compte rendu, il convient de dire un mot de la « question sociale » qui était, cette année, à l'ordre du jour. On sait que le S.N.I. tient à faire étudier par chacun de ses congrès une grande question d'intérêt général. Elle était, cette fois, la suivante : « **Les caractéristiques de la fiscalité directe actuelle et ses incidences sur les revenus réels des salariés ; conséquences à en tirer quant à l'action revendicative générale, dans la perspective d'une réforme démocratique de cette fiscalité.** » Le sujet intéressera les lecteurs de notre revue qui a donné, dans les mois précédents, plusieurs articles sur la même question.

★

Pourquoi ne pas conclure sur une note optimiste ? Un délégué du Pas-de-Calais a affirmé qu'il était nécessaire de « descendre dans l'arène politique » car nous constatons, a-t-il ajouté, « l'impossibilité de faire aboutir une seule de nos revendications sans l'union de la vraie gauche. »

Cette déclaration tendrait bien à faire croire que l'efficacité syndicale a été nulle depuis sept ans, et même davantage. Mais nous pouvons négliger cette objection pour nous régaler d'un triple espoir : premièrement, nous allons enfin savoir ce que c'est que « la vraie gauche » ; deuxièmement, nous allons bientôt assister à son union ; troisièmement, et surtout, nous allons voir ce que nous allons voir : un gouvernement « de gauche » donnant satisfaction à nos principales revendications. Les vieux militants ont bien mérité de voir cela avant de mourir !

Raymond GUILLORE.

Le problème des retraites dans l'Enseignement

Voici le texte que la section de la Loire du S.N.I. a proposé à l'unanimité à la commission nationale syndicale des questions de retraite. Ce texte, apparemment anodin, a fait l'objet de nombreuses études et controverses préalables. Pour sa plus large part il a été initialement établi par une des trois listes en présence lors des élections du bureau départemental de la section de la Loire du S.N.I. : la *liste Franc*, comprenant ce qu'il est convenu d'appeler des « majoritaires de gauche », des sympathisants et même des partisans de l'Ecole Emancipée. C'est une liste minoritaire dans la section Loire S.N.I.

Voici le texte annoncé :

Le congrès départemental de la section Loire S.N.I. réuni le 17 juin 1965 à la Bourse du Travail de Saint-Etienne

Déclare d'abord solennellement et avant toute autre prise de position qu'il n'y aura pas de véritable justice syndicale possible ou de véritable justice dans le régime des retraites aussi longtemps qu'il ne sera pas traité sur le plan ouvrier général et aussi longtemps que ne sera pas obtenue pour les enseignants la disposition liant entièrement les deux aspects de la question, revendicatif et syndical, dans les termes exacts rappelés dès 1962 par le Congrès National de la F.E.N., à savoir :

1° Etude de l'octroi d'une augmentation éventuelle des temps de services des fonctionnaires de la catégorie B afin de leur permettre d'obtenir le maximum de retraite à 55 ans.

2° Demande du respect des dispositions de la loi des Pensions de 1948 concernant l'âge d'admission à la retraite, étant bien entendu que des dispositions spéciales seront prises afin d'assurer aux intéressés le maximum de la pension de retraite, c'est-à-dire :

a) la possibilité normale de valider la période comprise entre 18 ans et le moment de l'entrée en fonctions avec un maximum de trois ans (en parallèle avec les 5 ans obtenus par les P.T.A. dans la dernière loi des Pensions),

b) la possibilité normale de valider les périodes sans emploi pour le personnel remplaçant.

En conséquence le Congrès estime :

Que tout instituteur ayant 55 ans d'âge et arrivant à une retraite CIVILE, EGALE à 75 % DU TRAITEMENT D'ADJOINT DE FIN DE CARRIÈRE peut demander sa mise à la retraite à tout moment. De toute manière, il ne peut, en aucun cas, poursuivre au-delà de la fin de l'année scolaire en cours. Tout instituteur qui s'estimera en droit d'enfreindre ces règles, étant donné son cas particulier, devra en référer à une commission syndicale spéciale qui étudiera les raisons exceptionnelles fournies par l'intéressé, mais pourra, le cas échéant, demander son exclusion statutaire du Syndicat et refuser son inscription à la Fédération Générale des Retraités, et enfin prendre toute sanction à envisager.

Il mandate l'ensemble des militants pour une intensification de la propagande en faveur de la Mutuelle Retraite des Instituteurs (M.R.I.) considérée sous son véritable aspect d'organisation co-opérative d'entraide syndicaliste, luttant aussi pour des compléments de retraite mutuelle au-delà des maxima officiels et pour la généralisation sociale de la retraite complémentaire avec participation des employeurs (ou de l'Etat).

Le congrès départemental mandate sa délégation au Congrès National 1965 pour y obtenir la généralisation des prises de position, exprimées ci-dessus, mandate enfin le Bureau Départemental pour leur mise en application dans la Loire, dès la rentrée, avec tous les attendus complexes que cela comporte, dans toute la mesure où cette mise en application ne contredira pas éventuellement la position nationale et en évoquant le droit, dans ce domaine, à l'autonomie des sections des départements dont le recrutement a été rendu artificiellement pléthorique par la politique gouvernementale actuelle.

“ L'ISOLEMENT ” DE LA CLASSE OUVRIERE

Pendant plus d'un demi-siècle les publications qui se réclamaient du syndicalisme révolutionnaire affirmaient par leur titre leur exclusivisme social, beaucoup plus important que leur idéologie — au reste multiple en ses principes. De *L'Ouvrier des Deux Mondes* de Pelloutier à notre *Révolution prolétarienne* en passant par la *Vie Ouvrière* de Monatte, il s'agissait bien d'un choix délibéré exprimant l'essentiel de leurs ambitions. Au reste nos aînés demeuraient ainsi fidèles à l'héritage de la Première Internationale, *Association Internationale des Travailleurs* à laquelle l'adhésion d'intellectuels, socialistes, communistes et libertaires ne semblait tolérée qu'à titre exceptionnel. La Seconde Internationale, quoique dominée par la Social-Démocratie marxiste, s'intitulait encore *Internationale Ouvrière*. Dans les premières années du parti communiste français, alors que le féminisme socialiste et communiste s'exprimait par la *Voix des Femmes* de Colette Reynaud, la *Lutte féministe* d'Hélène Brion, la *Femme Socialiste* de Louis Saumoneau — comme on voulait lancer un organe consacré à la propagande communiste chez les femmes, Marthe Bigot et Lucie Colliard imposèrent le titre : *l'Ouvrière...* peut-être dans le but d'écartier de la direction certaine grande bourgeoisie sincèrement acquise aux idées révolutionnaires et douée d'un style de qualité.

Nous n'avons pas cessé de rappeler ici que notre socialisme restait exclusivement ouvrier, que notre Révolution ne pouvait se concevoir que comme l'œuvre et le bien du prolétariat.

Nous ne regrettons pas d'avoir constamment insisté sur ce retour aux valeurs fondamentales du socialisme, quelque peu obscurcies, dépréciées, ou avilées par les professionnels de la politique et de... la Révolution. Mais en voulant revenir aux sources, simplifier le culte, alléger le dogme, nous n'osons guère toucher à ce qui reste pour nous vérité révélée. Les plus téméraires des Réformateurs, en abattant les idoles, en découronnant le Pape et le Sacerdoce, n'ont jamais discuté l'existence de Dieu. En réprouvant le socialisme des intellectuels, en maudissant le socialisme des tyrans, nous n'avons jamais douté de la fin socialiste du mouvement ouvrier, de la mission socialiste de la classe ouvrière, des aspirations socialistes de la classe ouvrière.

A fortiori nous avons jugé scandaleuse toute question sur l'existence même d'une classe ouvrière. Obligés de convenir que les ouvriers se sont presque totalement « déprolétariés » dans les pays industriels, nous n'avons pas pour cela corrigé notre titre. Nous avons objecté aux « optimistes » que les réformes — même les plus profondes — ne modifiaient pas le caractère instable et incertain de l'amélioration de la condition ouvrière. Nous avons surtout rappelé que même si le prolétariat disparaissait avec l'accomplissement de l'industrialisation, le processus de celle-ci dans les pays encore sous-développés engendrait fatalement un prolétariat plus famélique et plus misérable que celui qui avait subi tragiquement les premières étapes de la Révolution industrielle européenne.

Objections toujours valables que nous pouvons maintenir. Mais qui ne devraient pas nous interdire d'examiner objectivement les effets sociaux et moraux de l'évolution industrielle. Même si cela peut ébranler quelques-unes de nos certitudes et opposer ce qui existe à ce que nous souhaitons, ce que nous voulons à ce que l'on peut raisonnablement prévoir.

L'INSULARITE DU MONDE OUVRIER

J'ai lu pendant mes vacances plusieurs études sur lesquelles je voudrais attirer l'attention de tous nos amis. L'une d'abord d'André Philip et G. Gallois-Hammonno, parue dans la *Revue d'Economie politique* de mars-avril 1965 sous le titre : *Evolution sociologique des travailleurs dans l'industrie*. Nous connaissons le premier signataire et nous l'avons souvent retrouvé depuis ce numéro de la *R.P.* de 1927 où nous avons publié sous le titre « A bas la Rationalisation ! » le compte rendu de son premier exposé sur « le Mouvement ouvrier aux Etats-Unis ». L'étude d'ailleurs se réfère souvent à l'enquête d'Andrieux et Lignon, qui ont déjà collaboré à la *R.P.* Lignon, ouvrier métallurgiste pendant sept ans, a mené une enquête sociologique dans son usine, pendant trois ans.

Tout est à retenir dans cette longue monographie. Mais aujourd'hui c'est la seconde partie : « *L'insularité du monde ouvrier subsiste* » qui nous intéresse particulièrement.

Le terme confirme sans nul doute notre tendance fondamentale. Les ouvriers, malgré des progrès indéniables, demeurent encore isolés, comme dans une île, au sein de la société et, même à revenus égaux ou supérieurs, se distinguent toujours des employés par la persistance d'une différence sociale — la conscience d'une condition spécifique — l'impossible revalorisation de leur statut social.

La différence sociale se prouve par des symptômes précis. Les employés travaillant dans des bureaux sont soumis à un style bourgeois ; les ouvriers subissent exclusivement dans les ateliers les constances mécaniques. Vcuvoirement là, tutoiement ici. Des zones réservées à deux clans distincts dans les cantines. Le décalage des horaires. L'étude s'appuie sur un témoignage genevois. A Paris il suffit de prendre le métro à 7 heures ou à 8 heures pour observer des différences sensibles entre les deux clientèles.

Ce sont les ouvriers qui ont conscience de leur condition particulière. La société pour la grande majorité d'entre eux présente toujours la même opposition entre ceux qui travaillent, qui fournissent l'effort productif — et ceux qui en tirent le bénéfice. Mais l'enquête de Lignon révèle que les ouvriers n'accordent plus grande valeur professionnelle et sociale à leur travail productif, devenu monotone, soumis à un rythme obsédant, dans lequel ils se sentent seulement un rouage remplaçable du jour au lendemain.

On pénètre, en effet, dans le drame psychologique que nous vivons depuis cinquante ans. L'ouvrier était fier de son travail, parce que c'était là « le fondement de sa puissance sociale en devenir ». C'était en demeurant à l'usine, à l'atelier qu'il espérait établir « une consommation égale pour tous ». C'était l'époque du refus de parvenir et du syndicalisme révolutionnaire. Est-ce vraiment, comme l'affirment nos auteurs, cette conviction qui conduisit au socialisme, puis au communisme ? Nous y reviendrons. Mais nous les approuvons sans réserve lorsqu'ils imputent la fin de cette conviction à l'échec social des nationalisations et à celui du régime soviétique. Qu'un régleur, syndicaliste de 1913, constate à 62 ans « qu'il faudra toujours des gens qui dirigent tout de même », c'est sans doute beaucoup plus qu'une banale expression de réalisme le plus borné. C'est un signe d'humilité et d'avilissement.

On perd même l'espoir en « l'égalisation des chances ».

Il y a dans les réponses recueillies par Andrieux et Lignon, un retour à « la malédiction frappant le travail industriel ». L'ouvrier a conscience qu'il est et demeure inconsideré. Ce dont il souffre le plus, c'est son état de dépendance, de subordination complète, c'est aussi le mépris de ceux « qui ont la chance d'avoir de l'instruction ». Et il n'a plus que le choix entre la résignation et l'évasion.

RESIGNATION OU EVASION

De là le divorce croissant entre la masse ouvrière et les militants. La vision de ceux-ci n'ouvre à celle-là aucune perspective de vie nouvelle, sinon d'une plus grande sécurité et d'une amélioration matérielle. Il faudra toujours « une autorité hiérarchisée ». Donc « le statut social des ouvriers ne changera pas ». Avec quelque pertinence, A. Philip et G. Gallois notent la persistance d'un idéal commun et collectif chez les ouvriers algériens ou africains, militants ou non. Mais il s'agit de *libération nationale* et non de *libération ouvrière*. C'est-à-dire « d'un idéal dégradé par rapport à celui de l'Internationale Ouvrière ».

Résignation ou évasion ? Le résultat de l'enquête que 64 % des ouvriers interrogés sont résignés et 24 % « évasionnistes ». Les sondages établissent que la résignation est d'abord la caractéristique dominante chez les femmes. Beaucoup de jeunes de moins de 30 ans, conscients de l'insuffisance de leurs connaissances, subissent aussi passivement un sort non désiré.

L'évasion hors de la condition ouvrière reste « un désir largement répandu, un phénomène psycho-social qui ne s'élève pas souvent au-dessus des aspirations et des rêves. Et comme la tendance se révèle aussi bien chez les adultes « rebutés depuis de longues années par leur statut social que par des jeunes de moins de 20 ans qui sont « humiliés » dès leur premier contact avec le travail productif, c'est bien le reflet d'une situation objective, où les particularités personnelles n'interviennent guère.

On souhaite donc une promotion hiérarchique, ou une promotion individuelle. Les jeunes croient plus facilement en la première que les anciens. Encore faut-il noter que même parmi ceux-là, rares sont ceux qui ambitionnent de devenir « techniciens ». Ce que presque tous désirent d'abord c'est « détenir une parcelle d'autorité, devenir contremaîtres ou chefs et par là gagner un peu de considération sociale ».

L'évasion par promotion individuelle, souhaitée par 70 % des adultes et 41 % des jeunes, tend à « s'installer à son compte comme artisan ou commerçant ». Et c'est bien l'aspiration vers l'indépendance sociale, plus que vers une situation matérielle meilleure, qui anime les adultes, cependant instruits par l'expérience d'anciens camarades qui se sont endettés jusqu'à la ruine, en échappant à la subordination de l'usine.

Mais le divorce entre les militants et la masse, la résignation ou le désir d'évasion caractérisant celle-ci — ces résultats généraux d'une enquête objective et scrupuleuse aboutissent aux plus graves conséquences.

Le militant se détache de l'ouvrier et se rapproche du politique. « Les responsables syndicaux sont en fait des cadres, qui en ont la mentalité et de plus en plus la compétence, la préoccupation gestionnaire et le sens croissant de la responsabilité ».

Les travailleurs connaissent actuellement « un détachement total vis-à-vis de l'action politique et une méfiance générale vis-à-vis de tous les par-

tis ». A cela s'ajoute la coupure avec les leaders syndicaux, assimilés aux cadres. La base se méfie de toute autorité, y compris celle du syndicat, elle se sent incompétente en matière de gestion, ses réactions sont en général conservatrices. Méfiant vis-à-vis de tout changement qui risquerait de réduire l'emploi, instinctivement contre la mobilité industrielle, l'ouvrier craint la concurrence des immigrés et cède aux préjugés racistes (xénophobes serait peut-être plus exact. Le préjugé change de couleur, selon l'origine de l'immigration).

Cependant les ouvriers obéissent aux mots d'ordre de grève lancés par les syndicats professionnels, mais ce n'est pas par recherche consciente et directe des revendications et leur satisfaction... c'est tout au plus la manifestation d'un mécontentement général, diffus et permanent.

INTEGRATION PAR LA CONSOMMATION OU LES LOISIRS ?

On le voit : l'étude s'entoure d'un halo quelque peu pessimiste et décourageant. Les tendances propres des observateurs — certainement socialistes, peut-être chrétiens — colorent sans doute leur examen. Ce n'est pas pour nous gêner. Ce n'est pas de nature à accentuer « le mauvais côté des choses ». Nous avons accueilli dans les colonnes de la R.P. des confidences de militants qui ne laissaient guère de place aux velléités de renouvellement et d'espoir.

Nos auteurs, au contraire, envisagent les remèdes possibles. Ils rejettent l'idée d'une intégration ouvrière dans la société par la consommation. Celle-ci sans doute tend à estomper les différences sociales. C'est visible dans l'habillement. Ce l'est moins dans le logement. Le revenu de la majorité des ouvriers demeure inférieur à la moyenne. Et lorsqu'il s'agit de l'information, de la jouissance des biens intellectuels et esthétiques, cependant « vulgarisés », la différence de culture joue au détriment de la masse ouvrière.

L'intégration est impossible par les loisirs. D'abord parce que « l'accroissement du temps libre n'est que relatif ». Nous retrouvons ici une thèse souvent exposée dans la R.P. Depuis 1945, la tendance est renversée. La longueur de la semaine de travail n'a pas cessé d'augmenter. Les ouvriers — hélas ! — préfèrent l'accroissement des salaires à la baisse de la durée de travail. C'est même pire, on augmente la rémunération hebdomadaire plus par le supplément d'heures que par l'amélioration du salaire horaire. Les conditions du travail moderne pourrissent l'utilisation du temps libre. Dumazedier, dans la *Civilisation du Loisir*, définit celui-ci par trois termes : délasserment, divertissement, développement de la personnalité. La réalité justifie le premier, nécessaire pour la récupération de la force travail, ne donne souvent au second que son sens le plus vulgaire et le plus grossier, ignore totalement le troisième. Le loisir doit libérer le travailleur. Mais un ajusteur-tourneur interrogé par Andrieux et Lignon répond à ce sujet, sur le ton de l'amertume presque désespérée : « L'ouvrier ne peut trouver un sens à la vie hors de l'usine, car il n'a ni but, ni idéal, ni l'instruction nécessaire pour s'élever. Ce n'est qu'un pauvre homme qui aime rire et s'amuser quand il le faut. Quant à l'émancipation des travailleurs, c'est un cliché qui nous a entraînés pendant des générations et auquel je ne crois plus. »

CURE INSTITUTIONNELLE

Nos auteurs sont des politiques et des moralistes en même temps que des sociologues. Ce qu'ils appellent « la mélancolie ouvrière » leur

apparaît comme une maladie qui réclame une cure « institutionnelle ». Examinons rapidement les remèdes qu'elle comporte :

1. — Restaurer la dignité ouvrière sur les lieux de travail. Ici on s'appuie sur l'exemple américain. Le travailleur américain grâce à son organisation syndicale se sent chez lui dans l'usine. Il ne rougit pas d'être ouvrier, il s'intègre sans peine à la société.

C'est que la convention collective, élaborée et signée dans l'entreprise dans la majorité des cas, fixe toutes les normes et les formes des rémunérations, établit tous les avantages marginaux, les règles d'embauche, de licenciement, de discipline, sans négliger l'apprentissage et la formation professionnelle. Le représentant du syndicat le plus représentatif jouit d'une autorité, parfois équivalente à celle du directeur.

2. — Systématiquement, améliorer les connaissances professionnelles des ouvriers et favoriser leur progression dans la hiérarchie de l'établissement. On a discuté de cette question dans un colloque récent de Royaumont, à la suite d'une enquête de la Jeunesse Ouvrière chrétienne parmi ses membres. Il en résulte que 200.000 n'ont bénéficié d'aucun apprentissage, que 300.000 sont mal orientés, que la moitié n'ont pu se stabiliser dans leur emploi initial.

La politique de formation ouvrière devrait être élaborée et précisée dans la convention collective, c'est-à-dire instituée et développée par l'accord des deux parties contractantes.

3. — Organiser une action d'éducation permanente, au sein d'une série d'associations indépendantes des pouvoirs politiques et économiques, impliquant des congés culturels, réguliers et payés.

REVOLUTION « SUR » LA CLASSE OUVRIERE OU « PAR » LA CLASSE OUVRIERE ?

Il est évident que pour nous les conclusions d'une telle enquête posent des problèmes qui ne peuvent être résolus par les remèdes proposés. Sans doute la raison d'être de notre action se renforce par la persistance d'une classe ouvrière isolée dans son « insularité ». A priori on rejetterait comme réformiste tout ce qui faciliterait l'intégration de la classe ouvrière dans la société actuelle et on voudrait, au contraire, maintenir cette « insularité », base fondamentale du syndicalisme révolutionnaire. Convaincus que révolution et socialisme ne se conçoivent pas hors de la classe ouvrière, que le déchaînement de l'une et l'accomplissement de l'autre imposent qu'ils soient conçus, voulus, réalisés par la classe ouvrière exclusivement, nous serions tout aussi logiquement et fermement décidés à rejeter toute « collaboration des classes », toute participation à la gestion ou aux bénéfices des entreprises, toute promotion et toute évasion. Il est vrai que le syndicalisme révolutionnaire expliquait et justifiait le refus de parvenir, que le refus de parvenir élevait le syndicalisme révolutionnaire jusqu'au sommet d'une morale supérieure.

Seulement, les auteurs de l'étude et les organisateurs des enquêtes psycho-sociologiques caractérisent cette « insularité ouvrière », non comme l'effet d'une rébellion consciente, d'une volonté de renoncement et de rupture, d'une prévision de « lendemains qui chantent » pendant l'attente passionnée et fébrile des combats décisifs — mais tout au contraire comme la concentration dans une sorte de ghetto d'hommes et de femmes frappés de déchéance congénitale et presque irrémédiable, subissant leur « situation mélancolique », les plus jeunes, les moins résignés, les moins découragés ne rêvant que d'évasion individuelle.

Nous ne suivons pas les auteurs qui attribuent à la même conviction le syndicalisme révolutionnaire — le socialisme (sous sa forme purement politique) et le communisme. C'est peut-être à l'origine un même idéal qui animait les travailleurs dressés contre le régime capitaliste.

Mais le premier tournant, lors de la première scission internationale, brisa cette communauté. Il s'agissait de tout autre chose que d'un conflit idéologique entre Marx et Bakounine. Nous avons souvent souligné cette discordance fondamentale entre ceux qui considèrent la révolution comme une conception proposée ou imposée à la classe ouvrière de l'extérieur — et ceux qui voient la révolution portée par le mouvement spontané de la classe ouvrière ; — entre ceux pour qui la fin justifie les moyens et ceux pour qui les moyens justifient la fin ; — entre ceux pour qui les travailleurs sont des électeurs à séduire ou des combattants à encadrer, en vue de la prise légale ou insurrectionnelle du pouvoir, et ceux pour qui les travailleurs seront les seuls artisans et les seuls bénéficiaires d'un changement de régime. Ce sont deux convictions diamétralement opposées. Pour les politiciens socialistes ou communistes, il s'agit de gagner ou d'escroquer la confiance des ouvriers. Pour les syndicalistes révolutionnaires, il faut que la classe ouvrière ait d'autant plus confiance en elle-même qu'elle pousse à l'extrême la défiance à l'égard de tout ce qui n'est pas né d'elle-même.

Une simplification abusive ? Sans doute. Mais qui éclaire notre interprétation de l'insularité ouvrière. Logiquement, en effet, les convictions socialiste et communiste basées sur la nécessité prioritaire de la prise de pouvoir politique ont abouti à « l'échec social des nationalisations et du régime soviétique ». Malheureusement, nous ne pensons pas que les travailleurs en aient pris conscience, aussi clairement que nos auteurs le disent. Il n'est pas assuré que les « travailleurs connaissent actuellement un détachement total vis-à-vis de l'action politique et une méfiance générale vis-à-vis de tous les partis ». Ou plutôt cette « dépolitisation » n'est pas incompatible avec la soumission à des entraînements électoraux ou même l'obéissance à des consignes agressives. Une masse résignée, humiliée, « mélancolique » devient facilement une masse de manœuvre pour les politiciens. « On ne va jamais si loin dans le mal que lorsque l'on ne sait pas où l'on va », disait Olivier Cromwell. Ce qui peut signifier « On ne suit jamais aussi bien ceux qui entraînent dans le mal que lorsqu'on ne veut plus savoir où l'on va... »

UNE NOUVELLE MINORITE AGISSANTE

Une enquête, même aussi loyale que celle d'Andrieux et Lignon soulève d'ailleurs la même objection que les « Gallup », sondages d'opinion publique. Les réponses dépendent des questions posées, du style de l'interrogateur, de la confiance de l'interrogé. Surtout, ce qu'exprime un individu normal ne traduit pas toujours ce qu'il pense et ce qu'il fait — et ce qu'il peut faire ne correspond que rarement à ce qu'il pense. Cependant, nos expériences personnelles n'infirment pas les observations générales des enquêteurs. On peut se désoler de la résignation ouvrière, encore plus du désir d'évasion chez les plus énergiques, de la fuite de tout espoir révolutionnaire chez les plus lucides.

Peut-être les moralistes exagèrent-ils, lorsqu'ils expliquent par une sorte de déchéance intellectuelle, la dépolitisation, l'acceptation du régime social, par la classe ouvrière. Nous ne sommes pas aussi sévères. Sans doute l'élite ouvrière de 1906 à 1914 était-elle intellectuellement et moralement supérieure aux « cadres syndicaux » actuels,

souvent beaucoup trop « bureaucratisés » pour manifester cette compétence, cette préoccupation gestionnaire et ce sens croissant de la responsabilité — que leur attribuent généreusement les auteurs de l'étude. Mais il y avait avant 1914 entre la minorité agissante et la masse ouvrière un contraste qui s'était approfondi plus qu'atténué, avant la première guerre mondiale.

Si nous avons quelque peine à retrouver la minorité agissante dans les « pseudo-élites » d'aujourd'hui, nous croyons la masse, malgré les apparences, plus instruite, mieux éclairée qu'autrefois — et le jeune travailleur de 1965 prouve une curiosité plus vive, des ambitions intellectuelles plus élevées en général que le futur poilu de 1914. Que ce progrès lui inspire des désirs d'évasion, plus qu'une volonté d'action sur son monde insulaire, c'est hélas ! une vérité indiscutable.

Ce qu'il faudrait examiner, c'est la tendance plus que la situation. Sommes-nous en fin d'une évolution qui s'engagea lors de la fondation de la C.G.T. ? Ou au contraire au début d'une évolution caractérisée par l'industrialisation du tiers-monde, et la « cybernation » des industries dominantes ?

Il y a là matière à nouvelles découvertes... où les dangers cernent les espoirs sans les briser... Nous aurons certainement l'occasion d'y revenir, en profitant encore de nos lectures de vacances.

LA RESPONSABILITE DES MILITANTS

Ce qui se pose d'essentiel et d'immédiat pour les jeunes, compte tenu de l'évolution technique et économique se déduit peut-être de cette notion « d'insularité ouvrière ». Il faudrait se féliciter de celle-ci si elle témoignait d'une conscience de classe intransigeante et d'une véritable volonté de puissance. Si elle persiste dans cette atmosphère de résignation « mélancolique », elle devient pour nous, synonyme de décadence et d'abdication. Alors, l'intégration dans la société, telle que la souhaitent les auteurs de l'étude nous paraît déterminée par une réaction salutaire et représente la condition préalable de l'affirmation du droit des ouvriers sur ce qu'ils produisent. Cette intégration s'apparente en son esprit à l'occupation des usines par les travailleurs grévistes. Et les remèdes que nous avons signalés : restauration de la dignité ouvrière par la présence du syndicat dans l'entreprise — politique systématique de promotion ouvrière — organisation de l'éducation permanente... prennent alors la valeur de réformes efficaces, améliorant la condition ouvrière sans annihiler la prévision révolutionnaire.

On retiendra encore de l'étude cette idée féconde que dans les peuples ex-colonisés, la libération nationale, sans doute nécessaire, conditionne la libération ouvrière mais ne la remplace pas, ne la détermine pas. Et si, comme en Chine, au Vietnam du nord, en U.R.S.S., dans les démocraties populaires, la libération nationale aboutit à un pouvoir politique totalitaire, paralysant ou interdisant le mouvement ouvrier, ce n'est pas une anticipation socialiste, mais au contraire une régression sur la voie du socialisme. Il est urgent de le proclamer — urgent de revenir aux claires formules de l'internationalisme ouvrier et socialiste. Comme il est indispensable de montrer inlassablement que l'échec social des nationalisations et du système soviétique justifierait la mélancolie ouvrière... si...

Si nous ne gardions l'espoir d'une renaissance et d'une rénovation du socialisme ouvrier. Nous avons déjà dit que le syndicalisme révolutionnaire, loin d'être une erreur de jeunesse, s'était nourri de la faillite d'expériences politiques. Les réactions dont nous souffrons depuis 1914, les mons-

trieuses faillites de l'étatisme socialiste ne prouvent pas que nos aînés de 1906 avaient tort, mais peut-être qu'ils avaient raison trop tôt. Bureaucrates, doctrinaires et politiciens, partis et Etats nationaux sont dépassés par le « cosmopolitisme », les imprévisibles progrès des sciences et des techniques. Des militants syndicalistes peuvent surgir de la jeunesse ouvrière et former une nouvelle minorité agissante, qui ne voudra pas obligatoirement s'inclure dans les cadres syndicaux. Le militant peut fort bien devenir un responsable syndical. Mais le responsable syndical n'est pas toujours et ne reste pas souvent un militant. Car celui-ci ne peut supporter la rupture avec les ouvriers de la base et doit se sentir responsable de l'action ouvrière sans doute, mais beaucoup plus de la passivité ouvrière.

Car la « mélancolie », cette tristesse vague, indéfinissable, qui mène au découragement, à l'apathie et au désespoir se décèle aussi bien lors des spasmes de la vieillesse que lors des troubles de l'adolescence. Le « mal du siècle » à l'aube du XIX^e siècle, alanguissait la jeunesse intellectuelle, qui pensait à s'évader par la mort (un jeune Allemand ne vint-il pas en pèlerinage à Ermenonville pour se suicider sur la tombe de Jean-Jacques Rousseau?). Mais il annonçait l'époque exaltante des grandes mutations, des bouleversements et des révolutions. La toile de Delacroix montre, sur la barricade de 1830, à côté de la blouse de l'ouvrier la redingote de l'étudiant. Celui-ci avait vaincu le mal du siècle et c'était le fusil à la main qu'il soignait sa mélancolie !

Roger HAGNAUER.

P.S. — Je n'ai jamais voulu imposer mes idées Je me contente de les proposer. Je demande simplement à mes contradicteurs de les discuter telles que je les formule et non telles qu'ils les défigurent. Je n'ai jamais approuvé l'action du gouvernement américain à Saint-Domingue ; je pense qu'il n'aurait jamais dû reconnaître la junte de Saint-Domingue ; j'ai précisé que castristes et communistes entretenaient le terrorisme et le putschisme, afin d'abattre les gouvernements démocratiques et saboter l'alliance interaméricaine pour le progrès.

J'ai affirmé que l'affaire du Vietnam se présentait exactement comme le conflit coréen de 1950. J'ai demandé que l'on tienne compte des conclusions de la Commission Internationale qui avait attribué au Vietcong toute la responsabilité des actions belliqueuses. J'ai précisé qu'au Vietnam, comme en Corée, comme en Allemagne, l'unité devrait être réalisée après une consultation loyale du peuple, précédée d'une LIBRE confrontation des tendances et des partis contrôlée par un organisme neutre.

Je ne suis pas pour l'impérialisme américain. Je dis que les pires ennemis du mouvement ouvrier international restent le nationalisme (même européen), le militarisme (même soviétique), le bellicisme (même chinois). Sur ce dernier point, j'attends les réactions de mes contradicteurs devant le refus des négociations par Ho Chi Minh et Mao Tse Toung (je leur rappelle qu'il s'agit de propositions des gouvernements non-engagés). Je pense que des Américains luttent aux côtés de leurs alliés vietnamiens, comme d'autres luttèrent autrefois aux côtés de leurs alliés anglais, soviétiques et français.

Tandis que Mao Tse Toung pour assurer l'expansion chinoise et abaisser le prestige soviétique est noblement décidé à sacrifier jusqu'au dernier Vietnamien. Tout aussi noblement, il a élargi la fameuse boutade de Napoléon après une bataille terriblement meurtrière : « Une nuit de Paris compensera cela ». Il a dit : « ... qu'importent 20 millions de vagues humanités. La population chinoise n'a-t-elle pas augmenté depuis le début de notre Révolution ? »... Il est en effet le digne héritier de Staline... et de Tamerlan.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES SOCIALES

(Suite *)

Maintenant que nous avons défini les classes sociales et examiné les relations qui existent entre elles, il nous faut étudier leur évolution.

Dans notre définition, nous avons trouvé cinq classes sociales et, dans l'examen de leurs relations réciproques, nous avons constaté que quatre d'entre elles ont des relations internes, directes ou indirectes, au procès de travail capitaliste, tandis que la cinquième se situe en dehors de ce procès de travail.

Les quatre classes qui ont des relations internes, directes ou indirectes, au procès de travail capitalistes sont : les salariés, les capitalistes entrepreneurs, les capitalistes financiers et les propriétaires fonciers. La classe qui se situe en dehors de ce procès de travail, c'est celle des travailleurs indépendants.

C'est donc par celle-ci que nous allons commencer pour étudier l'évolution des classes sociales.

Les travailleurs indépendants représentent ce que les socialistes du siècle dernier appelaient les classes moyennes. Ce terme de moyenne provenant de ce que les travailleurs indépendants se situent dans l'activité économique entre les salariés et les capitalistes entrepreneurs. Ils ont de commun avec le salarié le fait qu'ils travaillent, qu'ils accomplissent eux-mêmes le procès de travail. Avec le capitaliste entrepreneur, ils ont de commun le fait qu'ils sont propriétaires des moyens de travail et qu'ils dirigent le procès de travail. Cette situation des travailleurs indépendants fait d'eux aussi bien des salariés en puissance que des capitalistes en puissance. En effet, dans la mesure où développant leur entreprise ils recrutent des salariés, ils deviennent des capitalistes ; mais dans la mesure où leur entreprise périclète ou est insuffisante à les faire vivre, ils vont alors travailler comme salariés. Ce caractère de salariés et de capitalistes en puissance des travailleurs indépendants peut se vérifier dans le fait que nous trouvons dans la réalité économique des travailleurs indépendants qui ont un pied dans le salariat et d'autres qui ont un pied dans le capitalisme. En effet, nombreux sont les travailleurs indépendants, surtout dans l'agriculture et le petit commerce, qui vont travailler une partie de l'année ou bien qui travaillent toute l'année comme salariés pendant qu'un membre de leur famille tient la petite boutique. De l'autre côté, nous trouvons des travailleurs indépendants qui emploient un, deux ou plusieurs salariés tout en travaillant eux-mêmes mêlés à leurs salariés. Nous avons donc là deux types de travailleurs indépendants dont l'un évolue vers le salariat et l'autre vers le capitalisme.

Les travailleurs indépendants, se situant en dehors du procès de travail capitaliste, sont menacés dans leur existence par l'extension du mode de production capitaliste. Dans la mesure où ce mode de production s'étend et gagne toutes les branches de l'activité économique, il élimine les travailleurs indépendants. Ceux-ci vont grossir les rangs des salariés, quelques-uns deviennent des capitalistes et ceux qui subsistent sont refoulés dans des activités secondaires de plus en plus réduites, ou bien dans des activités dépendantes de la production capitaliste comme les travaux de réparation. Ces travaux ainsi que l'apparition de nouvelles industries offrent sans cesse de possibilités de subsister aux travailleurs indépendants. Cependant la tendance générale est ca-

ractérisée par leur disparition progressive. Leur nombre, à travers des fluctuations qui font parfois croire à leur recrudescence, ne cesse de diminuer. Cela d'autant plus que, grâce à l'augmentation de la productivité du travail, un même travailleur indépendant produit beaucoup plus que ne pouvaient le faire ses ancêtres.

Avec les travailleurs indépendants, nous sommes donc en présence d'une classe sociale qui n'a pas d'avenir et dont le poids social et économique tend à diminuer. D'ailleurs, à l'exception de certaines activités dont le caractère artisanal se maintient en raison de l'impossibilité de les mécaniser, le plus souvent les travailleurs indépendants ne subsistent que grâce à une protection artificielle et constituent un archaïsme économique.

L'évolution de la classe des capitalistes entrepreneurs est caractérisée, d'abord, par un accroissement numérique, puis, par une diminution avec tendance à la disparition par fusion avec la classe des capitalistes financiers.

A l'origine, le mode capitaliste de production et d'échange repose essentiellement sur la propriété personnelle dont le capitaliste entrepreneur est le propriétaire et le dirigeant. Au cours du développement de la production capitaliste, le nombre d'entreprises augmente. Il s'ensuit, naturellement, une augmentation numérique des capitalistes entrepreneurs. Avec la concentration du capital, la propriété personnelle cède la place à la propriété impersonnelle des sociétés par actions. Dès lors, le nombre des capitalistes entrepreneurs diminue dans la mesure où la concentration élimine ou absorbe les entreprises capitalistes les plus faibles.

Si la concentration réduit le nombre des capitalistes entrepreneurs, le passage de la propriété personnelle à la propriété impersonnelle des sociétés par actions a comme conséquence de les faire disparaître. En effet, dans une société par actions, la fonction de capitaliste entrepreneur est remplacée par une fonction salariale : par un directeur salarié. Naturellement, le directeur salarié, en tant qu'individu, peut être la même personne que le capitaliste entrepreneur ; à l'origine, c'est presque toujours le cas. Il n'en reste pas moins que la fonction est fondamentalement différente. Souvent aussi, le directeur salarié est un actionnaire. Cela ne change rien au fait que la fonction de capitaliste entrepreneur disparaît et qu'à sa place apparaît une fonction salariale. La suppression des classes ne signifie pas la suppression des individus les composant, mais la disparition de la fonction qui les caractérise. La disparition du capitaliste entrepreneur ne signifie pas que le capitaliste en tant qu'individu disparaît. En tant que tel, il continue d'exister : mais il se situe socialement dans une autre classe. C'est le même phénomène qui s'est produit avec la noblesse dans le régime féodal. Lorsqu'après la disparition du servage et l'abolition de tous les droits féodaux, les nobles ont mis en valeur leurs terres ou leurs capitaux avec l'aide de salariés, ils sont devenus des capitalistes bien qu'en tant qu'individus ils fussent toujours les mêmes. Socialement, ils étaient différents.

Ainsi, avec le développement de la propriété impersonnelle, la classe des capitalistes entrepreneurs tend à disparaître. Or, un autre facteur vient accélérer cette disparition : le développement de la propriété publique. Avec cette dernière forme de propriété, la fonction de capitaliste entrepreneur

Voir « R.P. », numéros 506 et 507.

disparaît totalement puisque toutes les fonctions dirigeantes sont remplies par des salariés qui n'ont aucun rapport avec la propriété de l'entreprise qu'ils dirigent.

La classe des capitalistes entrepreneurs est donc destinée à disparaître au fur et à mesure que se développent la propriété impersonnelle des sociétés par actions et la propriété publique.

Si la classe des capitalistes financiers tend à disparaître, en est-il de même de celle des capitalistes financiers ?

La classe des capitalistes financiers se caractérise par le fait que, propriétaire des moyens de travail sous la forme argent, elle n'accomplit aucune fonction dans le procès de travail, se bornant à prêter son argent et à percevoir un revenu : l'intérêt.

Avec l'enrichissement dû au développement économique, cette classe augmente numériquement. Cette augmentation est favorisée par l'extension du système bancaire et l'émission d'obligations privées ou publiques. D'autre part, avec le développement des sociétés par actions et la diffusion des actions sur le marché financier, il se produit une fusion entre les actionnaires (vestiges des capitalistes entrepreneurs) et les capitalistes financiers. En effet, les actionnaires finissent par perdre tout contact avec l'entreprise dont ils sont sensés être les copropriétaires et deviennent de simples prêteurs d'argent, tout comme les capitalistes financiers.

La classe des capitalistes financiers se maintient donc et augmente numériquement au-delà de l'existence de celle des capitalistes entrepreneurs. Cependant, deux facteurs vont agir en sens contraire. Le premier est la diffusion des actions et des obligations dans le grand public, le second, c'est le développement du crédit et des investissements publics.

Le relèvement du niveau de vie et la diffusion des actions et des obligations dans le grand public font que le nombre de personnes prêtant leur argent s'accroît, mais en même temps leur caractéristique sociale se modifie. En effet, la fonction de capitaliste financier devient de plus en plus secondaire et n'est plus que la source d'un revenu d'appoint ou de garantie contre les calamités sociales et de la vieillesse. Avec le développement du crédit et des investissements publics, ces prêteurs d'argent se portent de plus en plus vers les obligations publiques, tandis que le secteur privé devient une salle de jeux où la spéculation domine.

La classe des capitalistes financiers, grossie des actionnaires, tend ainsi à se diluer dans les autres classes de la société.

Voyons maintenant ce que devient la classe des propriétaires fonciers qui, tout comme celle des capitalistes financiers, est une classe parasite n'accomplissant aucune fonction économique et percevant un revenu au nom du droit de propriété : la rente foncière. L'avenir de cette classe est lié au droit de propriété et à l'existence d'une rente.

La rente foncière tend à diminuer et à disparaître au fur et à mesure que la productivité du travail rend inutile l'utilisation des plus mauvaises terres. Cette tendance est encore accentuée, avec le développement du commerce international qui, par la division du travail, permet une utilisation plus rationnelle du sol. Quant au droit de propriété sur le sol, il devient de plus en plus un anachronisme et la propriété d'exploitation tend à l'emporter sur la propriété du sol. La réglementation qui se développe partout relativement au fermage et au métayage tend d'ailleurs à faire de la terre un bien public. La nationalisation du sol, qui ne signifie pas nécessairement la suppres-

sion de l'exploitation privée de la terre, marque la fin de la classe des propriétaires fonciers.

La classe des propriétaires fonciers n'a donc qu'une existence fragile et ne se maintient que grâce à une protection douanière abusive et anti-économique. Elle n'est pas seulement parasite, elle est réactionnaire car son existence seule est un obstacle au progrès économique et social. Sa disparition est donc une nécessité plus urgente que n'importe quelle autre classe sociale propriétaire de moyens de travail. Dans les pays sous-développés, qui s'engagent dans la voie du développement économique, la première réforme à accomplir est précisément l'abolition de la propriété foncière.

L'examen de l'évolution des quatre classes sociales propriétaires des moyens de travail nous montre que leur avenir est bouché et qu'à plus ou moins longue échéance elles sont destinées à disparaître. Seule la classe des travailleurs indépendants pourra se maintenir le plus longtemps dans les domaines de l'activité économique ayant un caractère artistique. Il nous reste à examiner quel est l'avenir de la classe non propriétaire des moyens de travail : la classe salariée.

De toutes les classes de la société capitaliste, la classe des salariés est la seule qui s'accroisse en nombre. En effet, le mode de production capitaliste étant construit sur la séparation juridique entre les moyens de travail et les travailleurs, le développement même du capitalisme implique l'augmentation du nombre des salariés. Cette augmentation se fait au détriment des autres classes ; notamment des travailleurs indépendants. D'autre part, le passage de la propriété personnelle à la propriété impersonnelle des sociétés par actions supprime l'entrepreneur capitaliste et transforme toutes les fonctions dirigeantes en fonctions salariales. Par conséquent, dans l'entreprise capitaliste elle-même, le salariat devient la forme générale.

Un autre facteur extrêmement important et décisif contribue à généraliser le salariat, c'est le développement de la propriété publique. En effet, avec ce mode de propriété, toutes les fonctions sont salariales.

Ainsi, par le double effet du développement du capitalisme et de la métamorphose de la propriété capitaliste elle-même et par le développement de la propriété publique, la classe des salariés est la seule classe de la société qui s'accroît. Elle tend à devenir la seule classe de la société moderne. C'est ce que démontrent les statistiques sur la répartition de la population active, que nous reproduisons dans le tableau ci-dessous.

POURCENTAGE DES SALAIRES PAR RAPPORT A LA POPULATION ACTIVE (1959)

Pays et date du recensement	Salariés hommes	Salariés femmes
Autriche (1951)	66,9	53,9
Belgique (1947)	71,6	71,0
Danemark (1955)	73,0	75,4
France (1954)	67,6	58,0
Allemagne féd. (1957)	78,3	67,6
Grèce (1951)	34,8	46,3
Islande (1951)	80,8	75,0
Irlande (1951)	51,7	68,6
Italie (1958)	62,1	56,3
Luxembourg (1947) ..	70,0	44,1
Hollande (1947)	69,3	65,7
Norvège (1950)	66,8	84,9
Suède (1950)	73,2	86,8
Turquie (1955)	29,0	»
Angleterre (1951)	85,6	86,6
U.S.A. (1954)		75,3

On voit d'après ce tableau (5) que, à l'exception de pays sous-développés comme la Grèce et la Turquie, dans tous les pays les salariés représentent la majorité absolue de la population active, parfois même l'écrasante majorité. Or ces statistiques sont déjà assez anciennes, depuis l'évolution s'est poursuivie. En France, par exemple, d'après le recensement de 1962, le pourcentage des salariés dépasse les 70 %. En Angleterre, il dépasse les 90 %.

Ainsi, les données statistiques démontrent que l'évolution générale des classes sociales tend vers une fusion de toutes les classes de la société dans la classe des salariés. Autrement dit, la fonction salariale tend à devenir la forme dominante et unique de la participation des hommes à l'activité économique. Or, les classes sociales ne constituent des classes que les unes par rapport aux autres, tout comme les couleurs n'existent que les unes par rapport aux autres. L'intérêt commun à une classe n'existe que par rapport aux autres classes : prises isolément, chaque classe n'est qu'un agglomérat d'individus aux intérêts divergents et en lutte les uns contre les autres (6). Si bien que, lorsque une classe sociale devient l'écrasante majorité, constituant pratiquement la seule classe de la société, les divergences internes à cette classe passent au premier plan. Cela a été vrai pour la noblesse, puis la bourgeoisie capitaliste aux époques de leur pleine domination que ne menaçait aucune autre classe. A ces époques-là, les rivalités internes à ces classes ont dominé la scène politique. La grande bataille, par exemple, qui, au siècle dernier, en Angleterre, opposa libéraux et protectionnistes, était une lutte interne à la classe capitaliste ; il en est de même pour la lutte qui, en France, opposa la bourgeoisie monarchiste à la bourgeoisie républicaine. Le même phénomène se produit aujourd'hui pour la classe salariée au fur et à mesure qu'elle devient pratiquement la seule classe de la société.

Tous les salariés appartiennent à la même classe sociale en fonction des critères que nous avons dégagés plus haut. Mais ces critères ne valent que par rapport aux autres classes. Prise isolément, la classe des salariés présente des catégories professionnelles et sociales différentes que certains sociologues considèrent, à tort, comme des caractéristiques de classes différentes.

Parmi les caractéristiques professionnelles les plus importantes, on peut citer les enseignants, les fonctionnaires, les salariés agricoles, les domestiques et gens de maison, les mineurs, les marins. On pourrait, en fait, citer toutes les professions, car avec ses caractéristiques plus ou moins prononcées chacune d'elles présente des traits particuliers qui influent sur la conscience sociale et le comportement des individus.

Parmi les caractéristiques sociales les plus significatives qui différencient les salariés, il faut citer les trois suivantes :

Les salariés de direction (cadres), c'est-à-dire ceux qui occupent les fonctions dirigeantes à tous les échelons et qui, de ce fait, possèdent le pouvoir de commandement.

Les salariés d'administration (employés administratifs), c'est-à-dire les salariés qui accomplissent les fonctions administratives.

Les salariés d'exécution (ouvriers et employés

(5) D'après les statistiques du Conseil de l'Europe (1960). Pour les Etats-Unis d'après Colin Clark dans « Condition du progrès économique » (p. 324).

(6) « Les individus ne forment une classe que dans la mesure où ils ont à mener une lutte commune contre une autre classe ; par ailleurs, ils s'affrontent eux-mêmes en ennemis dans la concurrence. » (Marx : cité par M. Rubel dans « K. Marx, essai de biographie intellectuelle », p. 185.)

autres que les administratifs), c'est-à-dire les salariés qui exécutent le travail de production, d'échange ou de service.

Ces trois catégories sociales de salariés sont considérées par de nombreux sociologues modernes comme constituant de nouvelles classes. C'est ainsi qu'ils qualifient de nouvelle classe moyenne les cadres et les employés. Par exemple, le regretté sociologue américain Wright Mill (7) range les employés de bureau, les employés de magasin, les salariés professionnels et techniciens et les directeurs dans la nouvelle classe moyenne. On sait que Djilas, dans son livre « La nouvelle classe », a fait de la bureaucratie dirigeante soviétique une nouvelle classe sociale, et que James Burnham, dans « la Révolution directoriale », considère les directeurs comme constituant une nouvelle classe sociale.

La terminologie étant conventionnelle, on peut évidemment appeler classe sociale n'importe quelle catégorie sociale. Mais cela ne fait que semer la confusion sans rien changer à la réalité sociale. Le terme de classe a pris dans la société capitaliste un sens bien déterminé, comme celui de caste en avait un dans les sociétés pré-capitalistes. Utiliser le mot classe pour désigner les différentes catégories d'une même classe serait aussi erroné que si on avait utilisé le mot caste pour désigner les classes. L'erreur est d'autant plus grande, que les classes n'ont pas encore entièrement disparu. Si, dans la société présente, il n'y avait que des salariés, le terme appliqué aux différentes catégories de salariés ne créerait de confusion que par rapport au passé. Mais comme ce n'est pas le cas, c'est le problème social actuel qui est embrouillé. Au fond, c'est peut-être ce que cherchent les sociologues officiels. C'est pourquoi il faut bien distinguer ce qui est classe sociale de ce qui est catégorie sociale d'une même classe.

(A suivre).

Pierre RIMBERT.

(7) C. Wright Mill : « The new men of power », New York, 1958.

Parmi nos

LETTRES

Difficultés du « Socialisme » Algérien

De J. PERA :

Sous les régimes de « parti unique », les journaux sont peu intéressants. La louange des dirigeants, qui remplit les pages importantes, on la connaît d'avance. Cependant, parfois, dans les pages intérieures, il arrive que la mention d'un petit fait significatif ait échappé à la censure directoriale.

Ainsi, dans un reportage portant sur deux grands domaines agricoles de la région algéroise, notre confrère Révolution africaine du 7-8-65 révèle qu'au moment de l'enquête, les ouvriers de ces domaines ne sont pas payés depuis trois quinzaines. Dans les deux cas, « président » et « chargé de gestion » du « Comité de gestion » attribuent à l'O.N.R.A. la responsabilité du retard.

Qu'est-ce que l'O.N.R.A.? (Organisation Nationale de la Réforme Agraire).

C'est l'organisme chargé de commercialiser la production des domaines autogérés. Organisme à la fois commercial et bancaire, l'O.N.R.A. achète la récolte, la vend et ristourne le produit de la vente, selon certaines proportions et à certaines cadences.

Ne retenons, pour l'instant, qu'un point : c'est l'O.N.R.A. qui achète la récolte. (plus précisément, ce sont des organismes locaux, baptisés « coopératives », qui achètent pour l'O.N.R.A.) Tout le monde sait ce que c'est qu'un « monopole ». Du jargon des économistes, le mot est passé dans le

langage courant : il désigne la situation créée par l'unicité d'un vendeur, par le fait qu'il n'y a qu'un vendeur d'un produit donné. (L'Etat français a, en France, le monopole des cigarettes, françaises ou non.) L'unicité de l'acheteur est moins connue. Certains économistes l'appellent « monopsonie ». Mais le mot ne fait rien à l'affaire. Le point important est que cette unicité là est tout à fait capable de ne pas être moins nocive que l'autre. Par sa fixation du prix des cigarettes très au-dessus de leur valeur, l'Etat français vole tous les gens qui sont assez bêtes pour fumer dans son hexagone. Par sa fixation unilatérale du prix auquel il payera les tomates, l'Etat algérien (soyons poli) peut porter grand tort aux producteurs des tomates. Ainsi, dans l'un des domaines dont traite le reportage dont nous avons parlé, dans l'année qui a précédé l'institution de l'O.N.R.A., la récolte a été vendue 4 millions de dinars (400 millions d'anciens francs). L'année d'après, c'est tombé à un million. Cette diminution des trois quarts a été ressentie, dit le reporter, avec une certaine gêne...

Que devient, dans ces conditions, l'« auto-gestion » ? Avec « socialisme », c'est un mot dont discours et articles font grand état : un mot magique. Dans les faits, il est clair que le producteur qui ne peut pas disposer de son produit n'est pas le gérant de celui-ci. Et les « comités de gestion » ne sont pas autre chose que ce que sont, ou devraient être, depuis 1946, en France, les « comités d'entreprise ».

**

Il est un autre mot dont les dirigeants algériens font grand usage. C'est le « centralisme démocratique ». Certes, la formule a une origine prestigieuse : elle est de Lénine ! Alors, presque unanimement, dans les partis socialistes du monde, on la révère, on l'encense, elle est tabou ; l'esprit d'examen est tout à fait prohibé à son sujet. Or il est clair qu'il y a contradiction dans les termes. Qui dit démocratie dit peuple. Or le peuple est partout. Et ce qui est sur toute une surface n'est pas au centre. En fait, la formule veut dire dictature centrale avec intention bienveillante pour le peuple. C'est du paternalisme. C'est exactement ce que prétendait être le régime colonial. C'est ce qu'aurait voulu être le régime communiste russe. C'est exactement le contraire de l'aspiration socialiste.

**

Mais je m'écarte un peu. Revenons à mon point de départ, qui était l'O.N.R.A., la malversation du privilège d'achat, la malversation de la monopsonie.

On me dira : « Alors, cette O.N.R.A. doit être très riche ; une puissance financière énorme ! » Erreur : je viens d'apprendre qu'elle va être en liquidation, avec un découvert avoué de 11 milliards. (Et l'on me dit qu'il faudrait multiplier par quatre.)

La faillite en question, n'en cherchons pas les causes. Contentons-nous de remarquer qu'elle peut être une bonne chose, puisque, de toutes façons, le privilège était détestable. (Le pis, pour les ouvriers producteurs aurait été que la gestion bancaire eût été bonne, et qu'ainsi la monopsonie eût pu persister.)

Mais, après cette faillite, qu'est-ce qui va venir ? On parle de mettre les domaines « en location ». L'Etat restant propriétaire, les domaines seraient « affermés ». Ainsi l'Etat, au lieu de dépenser de l'argent pour la terre (déficit de l'O.N.R.A.) en tirerait quelque revenu sous forme de loyers. Les ouvriers, selon toute vraisemblance, seraient alors payés à échéance. (Ils retrouveraient en effet l'arme de la grève, inefficace contre l'Etat-patron.) Et, vraisemblablement encore, on ne verrait que rarement ce que le journal dont nous avons parlé a vu dans l'un des domaines visités par lui : 80 % des tomates récoltées pourrissant faute de cageots pour les emballer : la commande de cageots aurait été faite en temps utile. En somme les choses iraient moins mal.

Mais qu'on ne parle plus, alors, de « socialisme » ! Le « socialisme » algérien n'aura-t-il été qu'un vœu pour le peuple, et pour les dirigeants, un mot ?

P.S. — Je ne viens d'envisager que les côtés avantageux de la mise en location. Il y en a d'autres ; et notamment celui qui découle de la question : qui sera locataire ? Ne pourra être locataire que l'individu disposant de capital initial et de capital de roulement : des bourgeois assez solides. Se trouvent donc exclus les éléments qui seraient le moindre mal : les Algériens. Il n'y a pas, en effet de véritable bourgeoisie algérienne ; il n'y a, au plus, que quelques commerçants d'importance moyenne. Alors ? Il reste des Russes, des Chinois qui seront financièrement soutenus, en toute éventualité, par leurs Etats respectifs. Ou des capitalistes américains, ou autres : c'est très douteux que ça les intéresse. (Une des grandes raisons de la décolonisation est que les capitalistes se désintéressent de la terre, l'agriculture ne permettant qu'une rotation très lente du capital, une rotation annuelle.) Alors, je joue Russes ou Chinois gagnants. Et le « néo-colonialisme », qui jusqu'ici n'a été qu'un mot, deviendra une réalité.

Réalisations du « Communisme » yougoslave

De D. TORE (Mexico) :

En Yougoslavie, j'ai appris quelque chose de nouveau, au sujet du monstre communiste car ils sont en train d'exploiter tous les prolétaires yougoslaves d'une façon bien malhonnête en leur faisant construire d'immenses hôtels et de belles villas pour que les bourgeois européens puissent rire de son état de misère.

En voilà des réalisations du Communisme moderne !

Pro-Américains ? Non. Internationalistes !

De F. MARTINEZ (de Lavelanet, Ariège) :

Au service de quelle cause se met la « Révolution Proletarienne » en prenant la défense de la politique américaine par la plume d'un de ses collaborateurs ? Hagnauer fait sienne la dialectique du Département d'Etat : le communiste, c'est le responsable de tout ce qui se passe de mauvais dans le monde. « Les Américains sont les libérateurs de tous les peuples opprimés. » Il prétend justifier tous les crimes du Département d'Etat. Exactement comme les communistes pour justifier les crimes du communisme.

L'anticommunisme qui s'identifie avec l'anticommunisme de la « Maison Blanche » et avec l'anticommunisme de tous les tyrans ne devrait avoir sa place dans la « R.P. ».

**

D'Eugène SAUVE (Périgueux), à Hagnauer :

Je veux vous dire combien j'approuve vos articles de la « R.P. », et en particulier le dernier : « Pro-américain ? Non, internationaliste ».

Vous n'êtes pas le seul. Il y a à la « R.P. » des militants qui pensent comme vous. Ce ne sont pas ceux qui font le plus de bruit, mais j'ai la conviction qu'ils sont plus nombreux qu'on ne croit.

**

De R. BESUS (Seine-Maritime) :

Si des papiers me semblent répondre à la mission profonde de la R.P., c'est bien ceux récents de Roger Hagnauer, et sa voix est une des rares s'élevant à gauche, courageusement, pour que l'action des Etats-Unis ne soit pas jugée selon les critères manichéens, mais lucidement. Que les Etats-Unis soient aussi un pays capitaliste, cela suffit-il à faire oublier qu'ils sont celui de la liberté ? Le grand mérite d'Hagnauer est de ne pas céder à la facilité qu'est la démagogie : car n'est-il pas facile de réclamer la paix au Vietnam en condamnant l'action visible du combattant américain ? Qui, de surcroît, est blanc ! Comme si les actes clandestins, et du jaune sur le jaune, le meurtre silencieux d'un homme, étaient dans l'ordre !

Une affaire comme celle-là est complexe (comme l'est celle de Saint-Domingue) et on ne saurait la peindre comme on colorie des images d'Epinal. Il est donc beau qu'un homme habitué à la contestation contre le capital, cherche les couleurs vraies, même s'il doit rejeter le rouge vers les bords. Il y a là du travail d'historien avant le temps, c'est-

à-dire une quête de vérité — de démythification. Je retrouvais l'autre jour des R.P. de 1956, au temps du soulèvement hongrois. La même voix d'Hagnauer s'y exprimait, la même, c'est-à-dire celle qui avait su se garder de chanter dans les chœurs entonnés par « les élites intellectuelles » de la gauche visible : Sartre, Aragon, tant d'autres. ... Or la mission profonde de la R.P., c'est la quête de la vérité, c'est le refus de tous les conformismes. On ne libère que par la vérité.

Réalité du nationalisme

De Pierre AUBERY :

Je suis, bien entendu, tout à fait d'accord avec vous pour souhaiter qu'il n'y ait plus ni Américains, ni Français, ni Allemands mais des hommes fraternels, travaillant au coude à coude dans un climat de parfaite égalité à une tâche commune. Nous savons bien que le Français, l'Américain, l'Allemand, ça n'existe pas plus que le Juif. Et pourtant, hélas, le Juif a une tragique réalité dans l'esprit de l'antisémite et cela entraîne bien des malheurs et oblige les hommes, qui se trouvent être de plus ou moins lointaine origine israélite, de manifester une certaine solidarité avec des gens dont ils ne partagent plus une seule croyance. Sartre a exposé tout cela naguère de façon magistrale dans ses Réflexions sur la Question juive.

De même, à l'étranger, quelles que soient vos opinions, vos attitudes, les autres, tous les autres, même les « copains » syndicalistes ou socialistes, vous voient à travers l'idée presque toujours peu flatteuse qu'ils se font de ce personnage mythique : le « Français ».

Le nationalisme demeure une réalité — dont j'espère comme vous qu'elle perdra peu à peu de sa nocivité — mais une réalité bien vivante qui existe aujourd'hui en dehors de l'opinion que nous pouvons avoir de sa validité. Et si autour de vous on méprise les mœurs, les habitudes de pensée, les valeurs que vous devez à votre classe et à votre pays d'origine, quoi que vous pensiez personnellement d'un prétendu caractère « français », vous jugeriez peu élégant de vous en désolidariser complètement.

Votez-vous, la question que je me pose sans savoir y répondre de façon décisive et pleinement satisfaisante est la suivante. Lorsque je rencontre des Français de la bourgeoisie à l'étranger, je me rends compte qu'ils sont plus semblables aux bourgeois étrangers qu'à un « compatriote » d'origine ouvrière. Mais, lorsque je côtoie des travailleurs étrangers, la communauté de notre condition de travailleurs me semble moins nous rapprocher que ne nous distingue et nous éloigne notre origine nationale. Si vous-même ou quelques-uns de nos camarades de la « R.P. » pouvaient m'aider à y voir plus clair dans cet imbroglio, je vous en serais très reconnaissant.

A travers les

LIVRES

G. HAUPT

LA DEUXIEME INTERNATIONALE (1889-1914)

ETUDE CRITIQUE DES SOURCES
ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE

Editions Mouton, 1964. Préface de E. Labrousse

LE CONGRES MANQUE L'INTERNATIONALE A LA VEILLE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

ETUDE ET DOCUMENTS

F. Maspero, 1, place Paul-Painlevé, Paris-5^e, 1965

J'ai rendu compte en son temps dans la R.P. d'un premier ouvrage signé Georges Haupt et qui avait pour titre : *Correspondance entre V. Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914*. Deux autres ouvrages du même auteur sont à signaler aujourd'hui.

La *Deuxième Internationale* fut présentée comme thèse de doctorat du 3^e cycle en juin 1962. Sous forme imprimée, elle offre deux parties d'inégale longueur.

Dans la première, d'une centaine de pages, l'auteur évoque la structure de la II^e Internationale, définit ce que sont les actes des congrès et les documents relatifs au *Bureau Socialiste International*, aborde enfin des problèmes de méthode qui font dire à M. Labrousse que ce volume n'est pas seulement « un répertoire de sources », c'est aussi « un répertoire de problèmes » et que déjà s'affirme le Problème : au-delà de l'histoire de l'Internationale socialiste, c'est l'histoire internationale du socialisme qui doit être aujourd'hui l'objet de recherche. Cette histoire se fera de façon correcte, croyons-nous, dans la mesure où ses auteurs — une équipe — sauront se livrer à une incessante démarche en une double direction : du plan national au plan international et inversement.

La deuxième partie, de trois cents pages environ, est un répertoire systématique et analytique des congrès, des réunions du B.S.I., des conférences internationales. 592 pièces sont ici nommées et décrites, avec mention du lieu d'édition, de la date, de la pagination, analysées et suivies de l'indication des dépôts d'archives, instituts ou bibliothèques où il est possible de les consulter. L'ouvrage se termine par trois index : l'un regroupe les noms propres, le second est un index géographique, le troisième concerne les organisations et partis cités. L'ensemble fait de ce recueil un instrument de travail remarquable dont aucun historien ne pourra se passer pour l'étude de la II^e Internationale et des partis qui la composaient.

Le *Congrès manqué* est le X^e congrès socialiste international, qui devait tenir ses assises à Vienne (Autriche) en août 1914. Chacun sait que ce congrès ne put avoir lieu. Pourtant des textes existent puisque sa préparation était très avancée lorsqu'éclata la première guerre mondiale. G. Haupt nous présente, en dehors des textes déjà imprimés à la veille de la guerre de 1914 mais qui, en raison des événements, ne furent jamais diffusés, quelques documents manuscrits trouvés dans les archives du B.S.I. et notamment le compte rendu inédit de la dernière réunion de cet organisme, les 29-30 juillet 1914.

Des notices biographiques, une bibliographie sommaire, un index des noms cités complètent heureusement ce volume qui aide « à éclairer une question tant controversée et tant débattue », celle de l'attitude et de l'action des dirigeants socialistes européens en juillet 1914.

Un mot pour finir, des dédicaces qui accompagnent ces deux ouvrages.

La *Deuxième Internationale* est dédiée à Camille Huysmans qui fut secrétaire du B.S.I. en 1905 et demeure, aujourd'hui encore, toujours alerte. Détenteur des archives du B.S.I., il a fait confiance à G. Haupt pour les exploiter. Les trois volumes déjà publiés, qui font autorité sur le plan international, prouvent que cette confiance fut bien placée.

La seconde dédicace, celle qui accompagne le *Congrès manqué*, est ainsi rédigée : « A la mémoire de mon frère Tomi, Satu-Mare, 1932 - Auschwitz, 1944 ». En quelques mots, si discrets, c'est tout le drame d'une famille qui est ici évoqué. Après l'épreuve et les épreuves, G. Haupt, bibliographe et historien, a su, en quelques années — et je reprends ici les termes dont s'est servi le professeur Labrousse — se signaler à l'attention française et internationale par ses « brillants travaux ». Nous l'en félicitons bien sincèrement.

J. MAITRON.

CEUX QUI S'EN VONT...

Nous apprenons la mort du vieux militant syndicaliste, fidèle abonné de la « R.P. », le camarade

Gustave-Théodore DUYCK

décédé le 3 août dernier, à l'âge de 81 ans.

Nous adressons à sa veuve, à sa famille, à ses amis, nos condoléances fraternelles.

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 14 JUILLET. — Accord franco-algérien sur les hydro-carbures.
Emeutes sanglantes contre la junte militaire de l'Equateur.

JEUDI 15. — A Bruxelles pas de congrès de la C.I.S.L.

VENDREDI 16. — Inauguration du tunnel sous le Mont-Blanc.
Constitution en Grèce d'un gouvernement Novas.

SAMEDI 17. — Démission du gouvernement de l'Equateur.

DIMANCHE 18. — Conseil national du Parti Socialiste à Cllichy.

LUNDI 19. — A La Rochelle fin du congrès de la Ligue de l'Enseignement.

MERCREDI 21. — M. Arthur Goldberg succède à M. Stevenson comme délégué des U.S.A. à P.O.N.U.
Manifestations à Athènes contre le gouvernement Novas.

VENDREDI 23. — Obsèques de l'étudiant tué à Athènes mercredi : 100.000 assistants.

SAMEDI 24. — Nouvelle commande de blé canadien par la Chine.
Ben Gourion exclu du parti socialiste israélien.

LUNDI 26. — La Mauritanie reconnaît la Chine populaire.
Ahmed Thili, ancien secrétaire de l'UGTT condamné par la Commission administrative de l'UGTT, en Tunisie.

MARDI 27. — A Moscou, réception de Sekou Touré, chef de l'Etat de Guinée.

MERCREDI 28. — Bombardement par les avions américains de deux rampes de lancement de fusées soviétiques au Nord-Ouest de Hanoi (Vietnam-Nord).
Formation du cabinet belge Harmel.

JEUDI 29. — Le groupe parlementaire des élus du Centre grec se prononce contre le cabinet Novas.

VENDREDI 30. — Offensive des rebelles au Venezuela.
Congrès extraordinaire de l'UGTT à Tunis.

SAMEDI 31. — Les Etats-Unis acceptent de poser le problème vietnamien devant le Conseil de sécurité de l'ONU.
Congrès de la CNT espagnole à Montpellier.

LUNDI 2 AOUT. — Réunion à Stockholm des dirigeants socialistes avec Walter Reuther (vice-président de l'AFL-CIO).

MARDI 3. — Le Dalai-Lama d'exil, dénonce l'action chinoise au Tibet.
Aux Communes, le Gouvernement l'emporte par 303 contre 290.
Le Ministre Malraux reçu à Pékin par Mao Tsé-Toung.
Un tract de résistance au nouveau régime circule à Alger.

MERCREDI 4. — Au Pérou, nouvelle suspension des garanties constitutionnelles.

VENDREDI 6. — Au Conseil de sécurité de l'O.N.U. discussion sur la crise chypriote.

SAMEDI 7. — Déclaration de l'URSS contre l'envoi de 50.000 soldats américains au Vietnam.

DIMANCHE 8. — Elections malgaches. Le parti gouvernemental obtient une écrasante majorité.

LUNDI 9. — L'Etat de Singapour quitte la fédération de Malaisie.
L'Albanie se retire de l'Organisation Internationale du Travail.
A Toulouse, congrès de l'UGT espagnol en exil.

MARDI 10. — Le Conseil révolutionnaire du Cachemire en appelle à l'ONU.
La Chine populaire dénonce l'appel à la Paix lancé par la Yougoslavie et l'Inde.
En République dominicaine les Etats-Unis suspendent l'aide financière à la junte.

MERCREDI 11. — L'Inde affirme que les assaillants pakistanais ont subi de lourdes pertes au Cachemire.

En Israël, arrivée de l'ambassadeur d'Allemagne Occidentale ; violentes manifestations.

A Cuba, exécution de trois Cubains accusés d'être des agents américains.

JEUDI 12. — En Algérie nouveaux tracts des opposants. Dissolution des milices populaires.
Importants achats de blés canadiens et argentins par l'URSS.

VENDREDI 13. — Incidents de frontière Syro-Israélien : 8 morts.
Message du Président du Ghana au Président des USA pour la paix au Vietnam.

LUNDI 16. — En Allemagne occidentale, ouverture de la campagne électorale présidentielle.

MERCREDI 18. — M. Malraux rend compte au Conseil des Ministres de son voyage à Pékin et à New-Delhi.

JEUDI 19. — A Francfort, verdict du procès d'Auschwitz.

VENDREDI 20. — Au Caire entretiens égypto-yéménites.
Le Gouvernement autorise l'exportation de 4 millions de quintaux de blé vers l'URSS.
Graves bagarres à Athènes.

SAMEDI 21. — En Espagne, exclusion à vie de de l'Université de 3 professeurs des Facultés de Madrid et de Salamanque.
Lancement aux Etats-Unis du vaisseau spatial Géminel V.

MARDI 24. — Accord entre le Président Nasser et le roi Fayçal pour évacuer leurs troupes du Yémen.

MERCREDI 25. — Les troupes indiennes ont franchi la frontière du Cachemire.

VENDREDI 27. — Le Président Nasser en visite à Moscou.
Relèvement des traitements de base des fonctionnaires français.

SAMEDI 28. — Le Gouvernement de Washington affirme sa volonté de négocier au Vietnam.
En Grèce, le Gouvernement Tsirimokos est renversé au Parlement par 159 voix contre 135.

MARDI 31. — Terrible accident du barrage de Mattmark, près de Zermatt en Suisse : une centaine d'ouvriers disparus.
A Saint-Domingue, démission du général Imbert, Président de la Junte.
Aux Etats-Unis, ajournement de la grève des acieriers.
Majoration en France du « SMIG » (salaire minimum interprofessionnel garanti).

MERCREDI 25. — Les troupes indiennes ont franchi la frontière du Cachemire.

VENDREDI 27. — Le Président Nasser en visite à Moscou.

Relèvement des traitements de base des fonctionnaires français.

SAMEDI 28. — Le Gouvernement de Washington affirme sa volonté de négocier au Vietnam.

En Grèce, le Gouvernement Tsirimokos est renversé au Parlement par 159 voix contre 135.

MARDI 31. — Terrible accident du barrage de Mattmark, près de Zermatt en Suisse : une centaine d'ouvriers disparus.

A Saint-Domingue, démission du général Imbert, Président de la Junte.

Aux Etats-Unis, ajournement de la grève des acieriers.

Majoration en France du « SMIG » (salaire minimum interprofessionnel garanti).

D'où vient l'argent ?

RECETTES

Abonnements ordinaires	597,82	
Abonnements de soutien	80,—	
		677,82
Souscription		342,—
Ventes au numéro		369,—
		4.168,93
Total des recettes		1.388,82
En caisse au 30 juin 1965		2.780,11

DEPENSES

Impression numéro de février	1.503,96	
Impression numéro juillet-août	1.496,70	
Téléphone	53,29	
Expédition - P. et T.	98,65	
Frais de déplacements	270,—	
		4.168,93
Total des dépenses		3.412,50
En caisse au 31 août 1965 :		
Espèces	493,20	
Chèques postaux	263,23	
		746,43
		4.168,93

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Lippe (Belgique), 50 ; Maleyssou (Haute-Loire), 30. — Total : 80 F.

SOUSCRIPTION

Boué (Gironde), 30 ; Chevance (Côtes-du-Nord), 5 ; Colonna (Var), 5 ; Goldschild (Seine), 40 ; Liège (Isère), 2 ; Louzon (Alpes-Maritimes), 200 ; Mercier (Seine), 50 ; Vaillard (Seine), 10. Total : 342 F.

Les Editions Syndicalistes

21 rue Jean-Robert - PARIS XVIII^e

C.C.P. 21764-88 Paris

Notre librairie vous offre actuellement les ouvrages suivants aux prix indiqués (ajouter 10% pour frais d'envoi) :

Les brochures de l'Union des Syndicalistes :

de Roger Hagnauer	L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS	1,— F
de Evert Arvidsson	LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE « WELFARE STATE »	2,— F
	CUBA « REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION »	2,— F
de Jean de Boë	NOTRE DOCTRINE SYNDICALE	1,— F
de Louis Mercier	PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE	3,— F
—————		
de Nicolas Faucier	LA PRESSE QUOTIDIENNE, Ceux qui la font, ceux qui l'inspirent	15,— F
de Roger Hagnauer	LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE	6,— F
	L'EXPRESSION ORALE ET ECRITE	9,50 F
de Maurice Lime	LES BELLES JOURNEES	5,— F
	LE MAIRE DU PALAIS	15,— F
de Robert Louzon	LA CHINE	5,— F
de Pierre Monatte	TROIS SCISSIONS SYNDICALES	6,90 F
d' Alfred Rosmer	MOSCOU SOUS LENINE	6,— F
	LE MOUVEMENT OUVRIER PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE	(Tome 1) 25,— F
		(Tome 2) 30,— F
de Jules Vallès	L'ENFANT, LE BACHELIER, L'INSURGE (3 volumes)	10,20 F
de Proudhon	JUSTICE ET LIBERTE	7,— F